



HAL
open science

De X-Crise (1931-1939) à X-Sursaut (2005- ?) : L'apport des Polytechniciens à la réflexion sur le rôle de l'Etat dans la vie économique

Marianne Fischman, Emeric Lendjel

► To cite this version:

Marianne Fischman, Emeric Lendjel. De X-Crise (1931-1939) à X-Sursaut (2005- ?) : L'apport des Polytechniciens à la réflexion sur le rôle de l'Etat dans la vie économique. 2006. halshs-00269386

HAL Id: halshs-00269386

<https://shs.hal.science/halshs-00269386v1>

Preprint submitted on 2 Apr 2008

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

De X-Crise (1931-1939) à X-Sursaut (2005- ?) : L'apport des Polytechniciens à la réflexion sur le rôle de l'Etat dans la vie économique

Marianne Fischman

Emeric Lendjel¹

Résumé

Le papier s'intéresse à l'apport de deux associations de polytechniciens, l'une – X-Crise – constituée dans les années trente et l'autre – X-Sursaut – qui nous est contemporaine, à la réflexion sur la nature et les contours de l'Etat social en France. Le papier montre que l'approche des polytechniciens, certes marquée par les époques dans lesquelles elle se manifeste, se démarque par son caractère syncrétique et pragmatique. Le papier extrapole ensuite les capacités d'innovation d'X-Sursaut en matière de conception de l'Etat social.

Abstract

The paper tackles with the contributions on the nature and outlines of the social State in France of two associations of polytechniciens (graduates from the French Ecole polytechnique), X-Crise (constituted in the thirties) and X-Sursaut (which is contemporary to us). The paper shows that their approach, of course marked by epochs in which it manifests itself, has a syncretic and pragmatic character. Next, the paper tries to assess the capacities of innovation of X-Sursaut in its conception of social matters.

1. INTRODUCTION

En septembre 2006, l'on célébrera les 70 ans de l'émergence, en France, de la première forme de l'« Etat social » dans la foulée de l'élection du gouvernement du « front populaire » de Léon Blum. Cet événement doit être relié à l'apparition d'une conception technocratique de l'Etat dans ces mêmes années, somme toute assez propre à la France (ARMATTE, 1997 ; DESROSIERES, 2003), même si le terme² a des racines américaines avec la création en 1932 du *Comitee on technocracy* par Howard Scott (RENARD, 1999). Cette conception doit beaucoup à l'implication d'une communauté particulière dans l'essor et la mise en œuvre de l'Etat social. Les polytechniciens ont en effet été, à partir des années trente, des acteurs majeurs de ce développement, contribuant à en façonner les contours et son mode de fonctionnement (DESAUNAY, 1965 ; BRUN, 1985 ; MARGAIRAZ, 1994 ; DARD, 1995, 1999 ; POLLET, 1999). De façon plus générale, les polytechniciens n'ont cessé de prendre part au débat public sur les formes d'interventions de l'Etat depuis les années trente. Plus exactement, chaque « crise » économique fut l'occasion, pour eux, de constituer un groupe de réflexion dédié à l'analyse de ses causes et de ses remèdes. Ce fut le cas entre 1931 et 1939 avec la constitution d'X-Crise (ou « centre polytechnicien d'études économiques »), puis dans les années soixante-dix avec l'apparition de l'Ecole de la Régulation, même si cette dernière n'est pas composée exclusivement de polytechniciens et³, dernièrement, avec l'assemblée constitutive d'X-Sursaut (7 juillet 2005) ; soit, en moyenne, une réaction tous les trente ans.

¹ mfischman@yahoo.com, lendjel@univ-paris1.fr, MATISSE, Université de Paris I

² Le terme désigne « les membres et les pratiques d'une élite politico-administrative – le plus souvent des hauts fonctionnaires – dont les principales caractéristiques consistent en une faible affiliation partisane ou idéologique et en la détention reconnue d'une compétence qualifiée de technique, le plus souvent administrative ou économique » (DUBOIS et DULONG, 1999, p. 5).

³ Compte tenu du fait que l'école de la Régulation n'est pas issue d'une association rattachée à l'Ecole Polytechnique, nous avons décidé de ne pas l'aborder dans ce papier.

Au cours des années trente, le groupe de jeunes polytechniciens issus du monde de l'industrie innovait grandement tant sur le plan théorique (premiers modèles macroéconomiques français (FISCHMAN et LENDJEL, 1999, 2000), développement de raisonnements pré-keynésiens dans un cadre académique dominé par les libéraux, prémisses de la comptabilité nationale, etc.), que sur le plan de l'intervention sociale : mise en place des 40 heures et plus généralement des « lois sociales », création d'un ministère de l'économie, développement de politiques industrielles (coordination des transports, nationalisation de la SNCF et d'Air France , etc.). Cet essor d'une conception technocratique de l'Etat provient de l'identification de la société à une machine, dont il convient de maîtriser et d'articuler les rouages.

La constitution d'X-Sursaut le 7 juillet 2005 à l'initiative des grands « parrains » polytechniciens (*Le Canard Enchaîné* du 6/7/2005) du capitalisme français (Claude Bébéar, ex- AXA, Bernard Esambert, ex-banque Edmond de Rothschild, Gérard Worms, ex-Indosuez, Jean Peyrelevade, ex-Crédit Lyonnais) issus des services (banque et assurance, principalement) s'apparente à un retour à la forme originelle d'X-Crise (association non-académique). En revanche, la posture résolument libérale tourne le dos à celle des pionniers (interventionniste, voire planiste). Aux yeux d'X-Sursaut, en effet, les réformes libérales engagées depuis une vingtaine d'années en France n'ont sans nul doute pas atteint les objectifs qui les ont initialement justifiées. Partant du « constat » que la France est en « déclin », X-sursaut se propose de réagir en réfléchissant sur le rôle de l'Etat tant en matière de politique économique que du point de vue de son action pour défaire les obstacles structurels qui entraveraient le dynamisme économique de la France. La synthèse des travaux que le groupe présentera en novembre 2006 nous permettra de savoir si des avancées théoriques seront proposées. Mais nous nous permettons d'en douter dans ce papier, au vu du changement de contexte académique et institutionnel depuis 70 ans.

Le papier s'attachera, dans un premier temps, à caractériser schématiquement ces deux groupes. Il fera ensuite ressortir leurs spécificités historiques, notamment quant à leur conception de l'Etat social. Nous verrons que leurs réponses à la crise correspondent assez bien à l'air du temps tout en proposant, du moins au cours de la première période, des apports analytiques tout à fait novateurs. Enfin, en s'appuyant sur les caractéristiques sociologiques et institutionnelles de ces groupes, nous tenterons de mettre en lumière le potentiel d'innovation décroissant en matière d'intervention publique de ces initiatives polytechniciennes.

2. UNE APPROCHE INSTITUTIONNELLE DES DEUX INITIATIVES POLYTECHNICIENNES

Une première approche de type institutionnelle est nécessaire de façon à faire ressortir les caractéristiques de chacun des deux groupes. Elles constituent le sol d'où émerge(ra) le discours et les capacités à innover. Examinons les donc successivement.

2.1. X-Crise⁴

X-Crise est l'un des groupes de réflexion formés par l'élite française en réaction à la crise de 1929⁵. Il peut être considéré comme l'un des fondements essentiels de la technocratie en France. Il est vrai qu'à l'époque, le choc causé aboutit au rejet de la politique politicienne et, surtout, du débat idéologique, voire de la démocratie parlementaire⁶. Ainsi, les membres⁷ d'X-crise critiquent les fondements idéologiques de la décision politique au profit d'une politique des experts. Ils souhaitent

⁴ X-Crise désigne initialement le « Centre de Renseignements et d'Informations Sociales et Economiques ». Le sigle de l'association devient ensuite, en 1933, le « Centre Polytechnicien d'Etudes Economiques », le CPEE.

⁵ Il y a d'ailleurs des participations croisées entre les membres d'X-Crise et ceux du Centre Polytechnicien d'Etudes Collectivistes, de Révolution Constructive, de L'Homme Nouveau, de L'Ordre Nouveau, d'Esprit, et du Centre d'Etude des problèmes humains (ARMATTE, 1997).

⁶ Ce trait est ainsi explicitement présent dans le programme d'*Ordre Nouveau* par exemple.

⁷ Pour une présentation de ces principaux membres, voir LENDJEL (2002), pp. 5-9.

donner au politique une expertise économique qui lui ferait défaut. Toutefois ils défendent également vigoureusement le nécessaire débat d'idées comme base de toute décision collective⁸.

« En vérité, le but des fondateurs d'X-Crise a été de créer « un centre de confluence », de discussion sans passion, d'examen objectif et désintéressé des problèmes du monde moderne, posés et traités par la méthode scientifique, à laquelle nous avons été formés » (NICOLETIS, 1967, p. 19).

Le débat est donc essentiel mais sa nature est ici clairement posée. Il sera « scientifique » c'est-à-dire « objectif » et « désintéressé ». Il s'opposera aux discussions « passionnées » ou « dogmatiques » comme l'explique G. Bardet en 1931, au moment où il décide de constituer le groupe X-Crise, avec Nicoletis et Loizillon :

« [n]e nous bornons pas à l'exposé de dogmes biens définis, comme le dogme libéral ou le dogme socialiste. Nous n'aboutirions qu'à des arcs-boutements stériles. Mettons plutôt en lumière les oppositions et les rapprochements qui ressortent de la comparaison des procédés qu'ils préconisent; et, peut-être, par cet examen impartial, pourrons-nous distinguer avec plus de netteté les remèdes, pratiquement applicables, qui ne s'inspireront que du bien public » (BARDET, 1931, pp. 116-117).

L'« examen impartial », « l'application pratique », « les remèdes » à la crise permettant de satisfaire le « bien public », voilà posé le programme de travail des Polytechniciens réunis à X-Crise, leur méthode et leurs ambitions : en usant de la rationalité polytechnicienne, aborder les problèmes économiques contemporains, devenir experts en la matière et, fort de cette nouvelle expertise, apporter une réponse à la crise.

X-crise est donc un groupe de discussion sans passion, tolérant et ouvert à tous les courants, toutes les idées, pour hausser le débat au-delà des querelles partisans et parvenir à une rigueur de raisonnement et d'analyse qui placent ses participants au plus haut niveau de compréhension et de résolution des problèmes de leur temps.

Pour ce faire, les membres d'X-Crise s'intéressent aussi bien aux problèmes pratiques (application des 40 heures, expériences étrangères, problèmes des transports) qu'aux questions théoriques (premiers modèles macroéconomiques, économétrie, rôles respectifs des mathématiques et de l'histoire dans l'analyse économique).

Enfin, les compétences des Polytechniciens en matière économique et sociale se trouvant davantage du côté de la science de l'organisation⁹ que de l'économie, encore peu enseignée à l'Ecole Polytechnique à l'époque (ARMATTE, 1994), c'est tout naturellement qu'ils cherchent à transposer à la société les principes qu'ils appliquent avec succès dans leurs propres entreprises. En outre, ce sont

« des « ingénieurs d'Etat » (mines, ponts et chaussées, armement) habitués à diriger des pans entiers de l'économie en privilégiant largement des logiques techniques plutôt que marchandes » (DESROSIERES, 2003, p. 208).

Equilibre, rationalisation, application de principes physiques aux phénomènes économiques, dirigisme, sont donc autant de thèmes riches aux contenus variés qui alimenteront la réflexion des Polytechniciens engagés à X-Crise. Ils marqueront leur expertise économique à venir, tant sur le plan théorique – analytique et méthodologique – que dans leurs domaines d'intervention.

Car c'est bien cela qui est en jeu ici : la possession d'une expertise pour intervenir dans la vie économique. L'élite de la France n'a nul besoin de devenir experte en macro-économie pour jouir d'une quelconque notoriété. Celle-ci lui est déjà acquise. Elle ne souhaite pas non plus se constituer en groupe de recherche fondamentale pour participer au progrès de la science. Elle veut maîtriser des savoirs nouveaux pour diriger économiquement le pays – au gouvernement comme dans les entreprises. Et c'est pourquoi les Polytechniciens réunis à X-crise développent une conception originale de l'Etat social, liée à cette volonté d'agir sur la machine économique.

⁸ X-Crise fonctionne d'ailleurs comme un groupe de réflexion organisant régulièrement des conférences – animées par l'un des membres de l'association ou par un invité - suivies d'un débat, l'ensemble donnant lieu à des publications tout aussi régulières dans le bulletin du CPPE, destinées à ses membres.

⁹ Ou de problèmes techniques pratiques (ETNER, 1978, p. 111 ; ULLMO, 1982, p. 273)

2.2. X-Sursaut

Se revendiquant de la filiation d'X-Crise (X-SURSAUT, 2005), X-Sursaut naît dans un contexte tout à fait différent, sur le plan institutionnel et universitaire, de son illustre prédécesseur. Les fondateurs (le grand patronat français), leur leitmotiv (le « décrochage » et les conditions d'un « sursaut » français), leur public (uniquement polytechnicien), leur degré d'ouverture dans les débats, leur mode de communication, le contexte scientifique, tout diffère d'X-Crise. Au point de se demander ce qui permet aux fondateurs d'X-Sursaut de revendiquer une telle filiation.

Les fondateurs

Le 7 juillet 2005, un petit groupe de polytechniciens¹⁰ s'est rassemblé à l'initiative de Claude **Bebéar** (X55, ex-PDG d'AXA, Président du think tank « Institut Montaigne »¹¹ et, selon le *Canard Enchaîné* du 6/07/2005, « parrain du capitalisme français ») pour fonder une nouvelle association, intitulée « X-Sursaut ». Le motif de cette association (trouver les conditions d'un « sursaut » français) est explicité dans la profession de foi rédigée par Hubert Lévy-Lambert (X53, Président du directoire de la foncière PAREF, Président d'X-Sursaut):

« Nous sommes subrepticement engagés dans un *processus de décrochage* qui peut nous conduire, si rien n'est fait, à une situation, à terme d'une dizaine d'années, difficilement réversible ; [...] Notre pays est simultanément confronté désormais au triple choc des évolutions des technologies, de la démographie et de la mondialisation ; il pourrait, suivant la façon dont il y sera fait face, précipiter ce qui deviendrait alors notre *déclin*, ou renforcer nos chances de mener à bien les grandes ambitions que nous gardons encore ; Cela ne peut aller sans un *sursaut* immédiat et un renversement de certains choix ; [...] Les réformes sont donc possibles et urgentes » (LEVY-LAMBERT, 2005, p. 1, nos italiques).

Le thème est fédérateur puisque le compte-rendu de la première réunion de cette association fait état de la présence de grands noms du patronat français parmi les membres fondateurs, comme Jean **Peyrelevade** (X58, ex PDG du Crédit Lyonnais, membre du conseil d'administration du think tank « Confrontations Europe »), Gerard **Worms** (X55, associé gérant de la banque Rothschild, et ex-Pdg d'Indosuez), Bernard **Esambert** (X54, ex-Pdg de la Financière Edmond de Rothschild, Président du think tank « Club des Vigilants »). Sont également cités Richard **Armand** (X57, ex-membre du comité exécutif et ex-Directeur de l'environnement et des risques industriels du groupe Péchiney), Yann **Duchesne** (X77, ex-Directeur de McKinsey, Directeur Général du fond d'investissement Doughty Hanson France, et vice-président de X-Sursaut, auteur de « *France S.A.* » paru en 2002), Jérôme **Fourel** (X92, vice président de X-Sursaut, intéressé par les aspects technologique), Marc **Idelson** (X83, secrétaire), Jacques **Lesourne** (X48), du groupe X-Démographie économie et population, Claude **Perez** (X80), Jean-François **Saglio** (X55); Pierre **Mary** (X60, Délégué général de l'AX), Roland **Seneor** (X58), Lionel **Stoleru** (X56, ancien ministre, président du CODEV), Jean-Michel **Yolin** (X65), Bernard **Zimmern** (X49, Président et fondateur de l'IFRAP, un des premiers think tank français créé en 1985).

D'autres personnes se sont déclarées intéressées, comme Maurice **Levy** (Président du directoire de Publicis), Francis **Mer** (X59, ex-Pdg d'Arcelor, ex-Ministre, auteur de « *Vous, les Politiques...* ») ou Robert **Mizrahi** (X70). Presque tous sont polytechniciens. Les seuls universitaires (souvent polytechniciens) sont simplement cités aux travers de leurs travaux, tels ceux de Gilles SAINT-PAUL (X82) (2003), de Nicolas BAVEREZ (2004), de Pierre CAHUC et Francis KRAMARZ (X76) (2004), ou de Michel GODET (2006a).

On remarquera trois caractéristiques importantes dans cette liste pour la suite de notre propos :

- l'importance du nombre de personnes issues du secteur des services (principalement la banque, la finance et l'assurance), contrairement à X-Crise, marqué par la domination des hommes de l'industrie.
- Le niveau très élevé des fonctions exercées par ces fondateurs, qui en font des hommes proches du pouvoir, contrairement à leurs prédécesseurs.

¹⁰ Ils seront 66 polytechniciens (sur 69) à l'AG du 24 octobre 2005.

¹¹ <http://management.journaldunet.com/dossiers/040435thinktanks/annuaire/>

- L'âge des fondateurs du groupe, dont les plus anciens sont nés dans les années quarante. *A contrario*, les fondateurs d'X-Crise avaient entre 30 et 40 ans au début des années trente : Bardet , Gibrat et Loizillon étaient de la même promotion de 1922, Louis Vallon de celle de 1921, Nicoletis et Coutrot (X13) faisant figure d'anciens.

Ces caractéristiques ont leur importance pour apprécier pleinement la nature et la portée des thèses débattues au sein d'X-Sursaut.

Le public

Aucune information n'est fournie sur le site concernant le public (effectif et qualité) qui assiste aux réunions. La dernière réunion avant l'AG du 3 juillet dernier comportait 21 présents. Avec 8 sous-groupes pour 200 adhérents (effectif revendiqué par l'association), on peut avancer l'hypothèse d'une moyenne d'une vingtaine de personnes par atelier, ce qui correspond à l'effectif constaté aux dernières séances.

Au-delà de cet aspect quantitatif, on remarquera qu'X-Crise s'était rapidement ouvert à des membres non polytechniciens ; pour l'instant, X-Sursaut réserve son accès aux seuls polytechniciens, sauf parrainage exceptionnel¹². Pourtant, la conclusion inverse ressortait de la première réunion:

« En conclusion, l'idée d'un groupe ouvert sur l'extérieur recueille une très large adhésion » (X-SURSAUT, 2005).

Au bout d'un an, l'effectif d'X-Sursaut est comparable à celui d'X-Crise à ses débuts. Reste à savoir si le cadet suivra le rythme de croissance de son aîné dans les années à venir et s'il souhaitera élargir son audience¹³.

Le leitmotiv

Comme évoqué précédemment, la thématique principale est celle du déclin et des conditions d'existence d'un sursaut Français. La thèse est en vogue en 2005, au point que le label « déclinologue » a été décerné aux tenants de ce discours dans la presse. Pourtant, elle s'appuie sur un rapport dirigé par Michel **Camdessus** et publié en 2004 sous le titre « *Le sursaut : vers une nouvelle croissance pour la France* ». Ce rapport, conduit à la demande du Ministre de l'Economie et des Finances de l'époque, Nicolas Sarkozy, est le fruit du travail réalisé en un an par un groupe d'experts comportant vingt membres de renom (dirigeants, syndicalistes, universitaires, journalistes) outre son président¹⁴. Comme nous le verrons, le thème, les thèses et les groupes de travail de X-Sursaut s'inscrivent explicitement dans la continuité de ce rapport¹⁵.

D'autres rapports ou ouvrages viennent étayer cette thèse, comme celui de CAHUC et KRAMARZ (2004), ceux publiés annuellement par ERNST & YOUNG (2005 et 2006) et d'autres ouvrages comme *France S.A.*, de Yann DUCHESNE (2002) ou *La France qui tombe* de Nicolas BAVEREZ (2004).

La thématique est bien différente de celle d'X-Crise, puisqu'il s'agit de faire face à une *menace* impliquée par une tendance – le déclin – et non à une *situation* de crise, encore que, pour certains (comme Robert Mirzrahi), c'est bien de cela dont il s'agit. Malgré cette ambiguïté, la menace

¹² Aucune procédure n'est accessible en ligne au non-polytechnicien pour demander l'accès aux réunions. Il faut donc obligatoirement passer par un parrainage.

¹³ A la fin de son existence, X-Crise rassemblait plus de 2000 personnes.

¹⁴ Michel Camdessus, (Président), Patrick Artus, CDC Ixis, Bertrand Badré, associé gérant Lazard Paris, Xavier Beulin, Président de Sofiproteol, Olivier Jean Blanchard, MIT, Henri de Castries, Président du Directoire d'Axa, Bertrand Collomb, Président de Lafarge, Alain Deleu, Président honoraire de la CFTC, Vice-Président du CES, Richard Descoings, Directeur de l'IEP de Paris, Louis Gallois, Président de la SNCF, Olivier Garnier, Directeur de la stratégie et de la recherche économique de Société générale Asset Management, Martin Hirsch, Directeur Général de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments, Président d'Emmaüs France, Philippe Lagayette, PDG de JP Morgan, C. Larose, CES, Philippe Lefournier, éditorialiste, Nicole Le Querler, Présidente d'université de Caen, Elisabeth Lulin, Directeur Général de Paradigmes, Alexandre Saubot, Directeur Général de Pinguely Haulotte SA, Pierre Tambourin, Directeur Général du Génopole, Laurence Tubiana, Directrice de l'institut de développement durable et des relations internationales, Rose-Marie Van Lerberghe, Directeur Général de l'APHP.

¹⁵ Relevons que Michel Camdessus n'est pas polytechnicien, mais diplômé de sciences économiques de l'Université de Paris.

a une échéance plus lointaine (10 ans, selon Lévy-Lambert) qu'une situation de crise. La sensation d'urgence est plus difficile à appréhender et à attester. Elle incite donc, à la manière d'un Malthus, à en accentuer les traits, à noircir l'horizon temporel.

En même temps, elle joue sur la même corde que celle ayant motivé les membres d'X-Crise : le sens de leur responsabilité en tant qu'élite. Là intervient leur quête des conditions d'un sursaut permettant d'inverser la tendance du déclin. La curiosité de cet appel réside dans son caractère national, alors même que l'Europe joue un rôle de plus en plus structurant sur notre société. Il conviendra de voir plus avant comment cette dimension s'intègre à leurs problématiques.

Les débats et l'organisation du travail

Les thèmes de travail sont empruntés au rapport Camdessus (qui donne d'ailleurs la première conférence à X-Sursaut) :

« H. Lévy-Lambert suggère de choisir des thèmes de réflexion inspirés des têtes de chapitre du rapport Camdessus, qui a bien défriché la question : économie de la connaissance, mobiliser les ressources de travail, améliorer l'efficacité du travail, cibler les soutiens et garanties, réformer l'Etat, ressusciter l'Europe. Il propose d'aborder également le problème du partage du revenu national entre les classes d'âge, rendu aigu par le vieillissement de la population, le problème de l'immigration et celui des délocalisations et de la mondialisation. Jean Peyrelevade, appuyé par Gérard Worms, propose d'y ajouter explicitement le problème des finances publiques, qui est sous-jacent à beaucoup d'autres ainsi que celui de la faiblesse du commerce extérieur, à traiter avant celui des délocalisations » (X-SURSAUT, 2005).

Huit thèmes ont été retenus pour diviser le travail d'X-Sursaut en autant de sous-groupes :

- « création d'entreprises », avec une première conférence dans ce sous-groupe par Bernard Zimmern sur les obstacles à la croissance en France ;
- « délocalisations » : sous-groupe lancé par Marc Idelson, X83, et Tony Blanco, X84 ; la première conférence, donnée par Idelson, présente « un exemple de délocalisation réussie ».
- « distorsions fiscales » : sous-groupe animé par Fabrice Maraval, X93, avec la participation de Hubert Lévy-Lambert, X53 ;
- « pôles de compétitivité (clusters) » : sous-groupe créé à l'initiative de Jérôme Fourel, X92, et lancé par Guillaume Guidoni, X01 ;
- « efficacité des marchés » : sous-groupe créé et animé par Hubert Lévy-Lambert qui délivre la première conférence sur le problème de la « vérité des prix » ;
- « création d'emplois » : sous-groupe lancé par Gérard Worms, X55, et animé par Matthieu Brunet, X94 et Guillaume Jeangros, X03 ;
- « réforme de l'Etat » : sous-groupe introduit (par une première conférence où il présente les principaux points de son livre, *France S.A.*) et animé par Yann Duchesne, X77 ;
- « marché du travail » : sous-groupe animé (et impulsé par une première conférence) par Robert Mizrahi, X70 ;

Chacune des 8 réunions qui se sont tenues au cours de l'année 2005-2006 avait pour but d'amorcer la discussion du sous-groupe de travail sur un thème particulier. Par la suite, les débats ont lieu par mails, *via* une liste de diffusion. En effet,

« Jérôme Fourel rappelle que beaucoup de membres du groupe sont expatriés et ne pourront donc participer à des réunions à Paris. Il recommande donc d'utiliser au maximum les techniques modernes de discussion virtuelle comme les blogs. La vidéoconférence paraît en revanche peu appropriée compte tenu de son coût, de la dispersion des participants et des problèmes de décalage horaire » (X-SURSAUT, 2005).

Une fois le sous-groupe constitué, l'évaluation du nombre de ses participants devient donc difficile (pour un observateur), puisque tout polytechnicien à jour de sa cotisation à X-Sursaut peut s'inscrire (<http://www.polytechnique.net/X-Sursaut/listes.php>) à n'importe quel atelier de son choix et recevoir les mails diffusés par chaque sous-groupe.

Relevons que contrairement à X-Crise, le principe d'inviter une personnalité par réunion n'est pas retenu :

« Gérard Worms ne pense pas qu'il soit utile de se réunir chaque mois pour entendre une personnalité. Il lui paraît préférable de consacrer chaque séance à la discussion de papiers courts, d'une dizaine de pages

et de mettre sur le site du groupe les documents de travail intéressants dont la lecture serait conseillée. Cette suggestion recueille une large adhésion» (X- SURSAUT, 2005).

En conséquence, le conférencier n'a pas forcément l'expertise du sujet qu'il traite. On retrouve ici le sentiment d'omniscience qui caractérisait X-Crise reposant sur l'idée que l'application de la méthode scientifique permet de résoudre tous les problèmes, avec les risques du néophyte¹⁶. Deux personnalités ont toutefois été invitées : Michel Camdessus, pour inaugurer ce cycle de travaux avec une présentation de son rapport, et Michel Pébereau (X61, Président du conseil d'administration de BNP-Paribas), afin d'en célébrer l'anniversaire au cours de l'assemblée générale du 3 juillet 2006 par une conférence sur la dette publique.

Outre ces réunions mensuelles, une session plénière est prévue pour novembre 2006 dans laquelle chaque sous-groupe fera une synthèse de 20 minutes de ses travaux. Relevons ainsi qu'au total, celui qui n'est intéressé que par un seul thème n'assistera qu'à une seule (voire deux si on inclut la session plénière) réunion par an. Il s'agit là d'une mesure indirecte du degré d'urgence qu'accorde X-Sursaut aux traitements des questions qu'il soulève.

La communication interne et externe

Les organes de communication dont s'est doté X-Sursaut sont pour l'instant relativement limités. Alors qu'il avait été évoqué au cours de la première séance d'établir un partenariat avec un hebdomadaire de renom pour assurer la diffusion de leurs thèses, que l'on pourrait s'attendre à ce que le site internet dédié à ce groupe puisse favoriser une diffusion plus large encore, rien n'a été accompli en ce sens au bout d'un an d'existence du groupe. Comme on ne peut s'attendre, de la part d'un groupe composé de personnes d'un tel renom, qu'il soit confronté à une quelconque pénurie de moyens, le caractère confidentiel de ce groupe est donc volontaire et, on peut penser, appelé à le rester. Seuls des polytechniciens peuvent en effet se connecter au site d'X-Sursaut et avoir accès aux comptes-rendus des réunions et aux débats tenus par un groupe s'ils s'inscrivent sur une mailing list. Il a été également évoqué de calquer la production de ce groupe sur le modèle des papiers de la fondation St-Simon. Mais là encore, rien de tel n'a pu être constaté au bout d'un an de travaux.

L'explication réside peut-être dans les statuts encore incomplets de l'association, puisque une communication externe labellisée « X-Sursaut » suppose la désignation d'un comité de lecture habilité à la contrôler, ce qui est pour l'instant incompatible avec les statuts de l'association (X-SURSAUT, 2005). Mais cette modification de statuts devait être entérinée le 14 octobre 2005, selon le premier compte-rendu de l'association (*idem.*)...

La seule communication sur support papier s'effectuera grâce à *La Jaune et la Rouge*, la revue de l'Ecole, et peut-être par l'entremise de la création d'une nouvelle revue à comité de lecture. Les actes de la session devraient ainsi être publiés dans un numéro spécial de cette revue. La stratégie de communication développée par ce groupe (quasi-exclusivement interne jusqu'à présent) s'oriente donc dans une direction contraire à celle (très externe) d'X-Crise, dont les Bulletins furent rapidement disponibles par abonnement dans les bibliothèques universitaires d'économie¹⁷.

Restent les communications faites dans la presse quotidienne (et disponibles sur le site d'X-Sursaut) de membres du groupe, qui ont plus à voir avec la politique ou la rhétorique qu'avec la science économique. La série d'articles parue dans la foulée de la première réunion (LEVY, 2005 ; STOLERU, 2005 ; LAMBERT, 2005 ; CONTRAT-SOCIAL, 2005 ; GODET, 2006b) qui peut être lue comme la première campagne de communication de ce groupe se présente comme un développement rhétorique autour des couples déclin/sursaut, vérité/mensonge, courage/lâcheté afin de promouvoir des réformes d'inspiration libérale. Nous y reviendrons.

¹⁶ A titre d'exemple, l'expert d'un domaine particulier des sciences sociales connaîtra le domaine de validité de ses instruments de mesure, ce qui n'est pas le cas du néophyte, fût-il polytechnicien.

¹⁷ X-Crise eut également recours à des revues de l'Ecole à ses débuts, puisque ses premiers papiers furent publiés dans X- Informations.

Le contexte institutionnel actuel en matière de recherche

Enfin, il convient de dire quelques mots sur l'environnement institutionnel d'X-Sursaut qui diffère beaucoup de celui d'X-Crise. Il conditionne pour beaucoup les résultats que l'on peut attendre de ce groupe.

En effet, contrairement aux années trente, les débuts du XXI^{ème} siècle se caractérisent par une plus grande fermeture des débats en économie. Cette fermeture est logique et coextensive du fonctionnement d'une « science normale » au sein d'un paradigme (Kuhn, 1970). Dans ce cadre, les questions et modes de questionnement sont normés, les paradigmes alternatifs sont très faibles sur le plan institutionnel. La discipline économique évolue actuellement dans un tout autre contexte scientifique que celui des années trente. Les institutions de recherches en économie – dont certains ont été mis en place en partie grâce à X-Crise – sont très développées, que ce soit à l'Université, dans les organismes de recherche publics ou privés, voire dans l'administration publique (le CES, la DP, le SESP dans les transports, etc.). Le contexte académique est donc tout autre, qui limitera l'originalité des solutions proposées par X-Sursaut.

Les fondateurs, conscients de cet environnement, se sont posé la question de savoir si la création d'un tel groupe

« présentait un intérêt, face aux nombreux groupes traitant de sujets analogues dans la « société civile ». Le nombre de camarades inscrits au groupe et dont beaucoup n'ont pu venir ce jour est une réponse sans appel » (X-SURSAUT, 2005).

Ce qui ne constitue pas une réponse sur le fond. Par comparaison, la formation d'X-Crise obéissait à des motivations autrement plus fortes (crise de légitimité de l'Ecole, absence de réponses théoriques fournies par l'Université française face à la crise économique) que celle de type « la preuve du pudding... ».

X-Sursaut ne cherche pas à rompre avec le paradigme dominant, bien au contraire, puisque certains de ses membres ou certains des écrits de référence en sont d'éminents représentants. L'originalité d'X-Sursaut ne sera donc pas à chercher du côté d'une ouverture à l'ensemble des paradigmes telles qu'on la rencontrait à X-Crise. X-Sursaut qui s'inscrit résolument dans le paradigme dominant ne cherchera pas à s'ouvrir vers d'autres paradigmes. La technique de la « table rase » qu'avait adopté X-Crise n'est donc pas au programme d'X-Sursaut. La comparaison avec X-Crise est intéressante, car à l'époque, si le libéralisme dominait à l'Université, les polytechniciens ont cherché à ouvrir le débat en direction du planisme ou d'autres formes d'intervention de l'Etat.

X-Sursaut conserve en revanche l'ouverture sur les expériences étrangères qui caractérisait X-Crise. Le rapport Camdessus s'ouvre en effet sur une liste d'expériences étrangères dont ferait bien de s'inspirer la France, selon ses auteurs.

3. DES CONCEPTIONS DE L'ETAT SOCIAL MARQUEES PAR LEUR ZEITGEIST

X-Crise et X-Sursaut sont évidemment tous deux marqués par leur époque, notamment quant à leur conception de l'Etat social. Nous verrons que leurs réponses à la crise correspondent assez bien à l'« air du temps », malgré des différences importantes de recul par rapport à leur *Zeitgeist*.

3.1. X-Crise

Constituant un lieu ouvert et tolérant, X-Crise n'offre pas une vision uniforme des problèmes de son temps, de même que l'association ne défend pas de position unique censée refléter la pensée générale de ses membres. Pourtant, elle comporte une composante, hétéroclite certes, mais majoritaire, d'interventionnistes.

En effet, se côtoient à X-Crise des libéraux (comme Colson, Divisia ou encore Rueff), des socialistes, partisans d'un système collectiviste (tels Nicoletis, Moch ou Vallon) et des centristes, critiquant le libéralisme pur au profit d'une économie dirigée (et dont les plus actifs représentants au sein d'X-Crise sont Coutrot, Gibrat, Bardet, Detoef et Loizillon). Contrairement au premier groupe, les deux derniers défendent donc l'intervention de l'Etat dans la vie économique. Ils ont en commun de s'opposer de ce point de vue aux libéraux.

Cet interventionnisme correspond, pour reprendre les catégories proposées par Desrosières à une des façons de penser, dans l'histoire,

« le rôle de l'Etat dans la direction de l'économie. [...] [Il s'agit de] l'*intervention directe* [qui] englobe des perspectives très variées, allant du mercantilisme et du colbertisme jusqu'aux économies planifiées socialistes : l' « Etat ingénieur » à la française (...) [étant] une de ses modalités » (DESROSIERES, 2003, p. 208).

Comment pourrait-on qualifier cet « Etat ingénieur à la française » tel qu'il apparaît dans le projet d'X-Crise ? Opposé au libéralisme pur, c'est un Etat dont l'action dans la sphère économique doit 1/ se fonder sur des principes qui se veulent scientifiques, c'est-à-dire tirés des modèles de la physique maîtrisés par les Polytechniciens; 2/ être mue par des valeurs morales humanistes. Développons ces deux points.

1/ Le premier mérite en effet quelques explications. Les Economistes français du XVIIIème siècle n'appelaient-ils pas, eux aussi à un Etat « éclairé » (QUESNAY, 1767b, p. 950) des lumières de la « Science Nouvelle » - pour finalement promouvoir ce fameux libéralisme contre lequel se positionnent la plupart des Polytechniciens réunis à X-Crise (DELMAS et DEMALS, 1994 ; FISCHMAN, 1998 ; STEINER, 1998) ? Ne fondaient-ils pas cette science nouvelle sur la connaissance des lois physiques de la nature (LARRERE, 1992) ? N'avaient-ils pas aussi la volonté d'éliminer tout risque d'arbitraire dans le domaine politique (EGE, 1994), en faisant de « la science économique [...] la science même qui constitue le gouvernement des sociétés » (QUESNAY, 1767a, p. 923) ?

Pourtant, l'apparente similitude entre les deux approches n'a d'égal que le fossé qui les sépare. De fait, les Economistes français du XVIIIème siècle proposent une élaboration originale de la société. Les Polytechniciens réunis à X-Crise élaborent une conception nouvelle de l'Etat¹⁸. Ce qu'ils recherchent n'est pas le fondement d'un nouvel ordre social. Ce sont de nouveaux moyens et modes d'intervention. Conçu sur le modèle de la machine, l'ordre social se doit selon eux d'être manié, c'est à dire d'être dirigé, à l'instar de celle-là. Telle est l'idée de « l'économie rationnelle » (GUILLAUME, 1932), inspirée de la mécanique. En fait, il s'agit de penser la direction de la société comme un directeur technique qui dirige l'entreprise, gère les flux de biens et de services, garantit la régularité des approvisionnement, organise la cadence, répartit les hommes en ateliers, met en place l'OST. L'économie est imaginée sur le mode technique et le modèle de la physique n'est donc invoqué qu'à se titre. C'est ainsi que les notions de flux et de conservation de valeur sont utilisées par les Guillaume dans leur modèle, les conduisant à développer une vision comptable de la société conçue comme une grande entreprise (GUILLAUME, 1932 et 1937 ; FISCHMAN et LENDJEL, 2000a, pp. 373-374) - qui marquera la pensée et la pratique économiques en France, après-guerre (ULLMO, 1982, p. 276). C'est également dans cette perspective que Potron est amené à proposer l'un des premiers TEI que l'on connaisse (POTRON, 1912, in ABRAHAM-FROIS et LENDJEL, 2004). Mais son apport est bien plus large puisqu'il propose également de créer des corporations pour « introduire la justice dans l'échange » (*idem.*, p. 32) et qu'il utilise dès 1911, pour la première fois en économie, le théorème de Frobenius pour montrer les conditions d'existence d'une solution à son modèle. D'un point de vue méthodologique, les Guillaume importeront également de la physique l'usage de « petits modèles » (GUILLAUME, 1937, pp. 242-243 ; FISCHMAN et LENDJEL, 2000a, p. 371). Plus généralement, X-Crise sera logiquement le lieu où les premières modélisations de l'économie seront effectuées en France, non seulement par Guillaume et Potron mais encore par F. Moch (FISCHMAN et LENDJEL, 1999). Ce dernier en fera un usage particulièrement novateur d'un point de vue analytique pour l'époque puisqu'il s'en servira pour montrer tout l'intérêt d'une réduction du temps de travail, en terme de relance de la demande (*idem.*, pp. 38-47 ; 2005). Ce faisant, il défend l'idée d'une économie dirigée, seule en mesure, selon lui, de maîtriser le système économique caractérisé par l'instabilité (MOCH, 1933-1934, III, pp. 22-24 ; FISCHMAN et LENDJEL, 1999, pp. 46-46).

Mais, la conception de l'Etat social qui se met conceptuellement en place à X-Crise se lit également dans l'importance attachée au dénombrement auquel s'emploiera tout particulièrement Alfred Sauvy : il s'agit de recenser les hommes mais aussi la production ou encore les évolutions de prix. C'est à travers le dénombrement en effet que la maîtrise du corps social peut être effectuée et c'est déjà à l'Etat de mettre en place ce dénombrement. Cette volonté s'exprime très nettement avec

¹⁸ Sans doute n'est-il pas inutile de préciser ici que cette élaboration fut progressive et que les positions des uns et des autres divergeaient, sur ce point comme sur les autres. En revanche, la plupart des membres d'X-Crise ont participé à divers degrés à cette élaboration.

les travaux de l'équipe de conjoncture créée au sein d'X-Crise et dirigée par Sauvy de 1937 à 1939 avant même de fonder et de diriger l'Institut de Conjoncture, puis, en 1945 l'INED¹⁹. Or, apparaît là clairement une des caractéristiques de l'Etat et de son rôle tels que les définissent les Polytechniciens d'X-Crise : un Etat ingénieur ayant une conception technique de l'économie et dont les besoins en outils statistiques et économiques sont liés à l'intérêt porté aux questions de production et de circulation de biens et services en vue de satisfaire les besoins (cf. également DESROSIERES, 2003). C'est un Etat dont l'action se fonde sur la connaissance des données indispensables à son intervention. C'est cette même idée qui explique l'importance accordée par les Polytechniciens pour l'économétrie.

En effet, participant de cette volonté de maîtriser les phénomènes économiques et d'agir sur eux, cet intérêt pour la conjoncture va de pair avec le soutien institutionnel sans faille d'X-Crise à l'approche économétrique, même si elle n'est pas toujours bien comprise par les Polytechniciens (FISCHMAN et LENDJEL, 2000b, pp. 126-130). Ce qu'ils y voient d'essentiel est la possibilité d'établir un lien entre les modèles théoriques et le monde qu'ils sont censés représenter et de posséder, ainsi, un instrument de mesure pour leurs interventions futures. Mais il s'agit surtout pour eux de faire de la prévision. En effet, prévoir est nécessaire pour agir. L'économétrie constitue ainsi un outil très important aux yeux des polytechniciens d'X-crise car il les aiderait pour intervenir dans la vie économique (*idem.*, pp. 116-117, p. 125). Et l'on sait l'importance dans ce domaine que continuent d'avoir aujourd'hui encore les études économétriques.

2/ Il est toutefois important de noter que l'aspect technique caractérisant la conception Polytechnicienne de l'Etat n'empêche pas qu'elle s'accompagne de la défense d'un certain nombre de valeurs. Plus exactement la compréhension de l'Etat social qui se met en place avec les Polytechniciens réunis à X-Crise ne saurait être complète sans référence à l'humanisme qui la caractérise. Très présent dans la pensée de Coutrot, infatigable membre d'X-Crise, l'humanisme est une réflexion idéologique sur le modèle de société à construire. Pour les Polytechniciens, il est surtout une analyse des finalités de l'Etat. Liée aux réflexions sur les causes de la crise – et en particulier sur le rôle moteur du progrès technique dans celle-ci (FISCHMAN et LENDJEL, 1999, pp. 33-34) – cette analyse consiste à affirmer que le progrès doit être au service de l'homme et que l'intervention des technocrates ne saurait avoir d'autre but que de restaurer les conditions économiques permettant de satisfaire les besoins. Ainsi, pour Bardet,

« est-on en présence d'un simple déphasage dans l'adaptation de l'individu aux possibilités matérielles que lui ouvre le progrès, et suffit-il de munir le système actuel d'un régulateur; ou bien le problème a-t-il été pris par le mauvais bout, et faut-il, au contraire, adapter le travail humain aux besoins des individus, en laissant à une autorité suprême, de quelque nature qu'elle soit (politique ou économique), le soin d'assurer systématiquement l'équilibre ? » (BARDET, 1932, p. 48).

Pour les Polytechniciens réunis à X-Crise, l'idée d'intervenir dans la vie économique pour assurer au système une rationalité qu'il n'aurait plus ne fait pas seulement écho à la fonction et à la mission que les ingénieurs français ont toujours eues dans le domaine technique. Elle répond également à une finalité essentielle : ajuster les moyens aux besoins et assurer un équilibre entre les deux qui assure de la transformation du progrès technique en progrès social. On retrouve là la tradition saint-simonienne à laquelle les polytechniciens sont fidèles et qui fonde également leur intérêt pour le planisme (cf. VALLON, 1935, p. 17; ETNER, 1978, p. 11). En cela, la conception polytechnicienne de l'Etat ingénieur, telle qu'elle se développe au sein d'X-Crise, est bien celle d'un Etat social : les aspects techniques qui le caractérisent sont indissociables des aspects sociaux qui constituent sa finalité. Car le progrès technique doit être un progrès social, *ie*, au service des besoins sociaux. Et c'est précisément ce que s'efforceront de réaliser les membres d'X-Crise participant aux gouvernements des années 30 et 40, comme nous le rappelons ultérieurement. Ce faisant, c'est à la naissance d'un nouveau modèle social qu'ils participeront. Un modèle caractérisé par la négociation entre tous les corps sociaux en vue d'obtenir par des accords entre les dirigeants patronaux et les salariés mais aussi entre les agents économiques du secteur privé et l'Etat, une meilleure organisation de la production, un accroissement de la productivité et de la valeur ajoutée, et finalement, une amélioration de la situation économique et sociale. Ce modèle en cours de gestation, les Polytechniciens commencent à le définir déjà assez

¹⁹ Rappelons qu'Alfred Sauvy travaille à l'époque à la Statistique Générale de France (SGF).

clairement en débattant du thème de la réduction du temps de travail (*cf.* FISCHMAN et LENDJEL, 1999), ou encore à travers les travaux de l'équipe de transports (CPPE, 1936) Dans le premier cas c'est (aussi) une réflexion sur l'utilisation du temps libéré, dans le second, sur la définition et le rôle du service public. Cette réflexion se traduit d'ailleurs dès 1934 par la création de comités de coordination rail-route et rail-fluvial, de façon à assurer la rationalisation des transports (NEIERTZ, 1999, p. 704).

Mais il faut aussitôt préciser qu'en cela, l'approche des Polytechniciens correspond assez bien à l'air du temps (KUISEL, 1981, pp. 180-185). A l'époque, la crise fait penser que les dogmes libéraux ont fait faillite, que retrouver la prospérité suppose de diriger l'économie, de rétablir l'ordre économique et, même pour cela, de se servir de l'outil de la planification. Les plans prolifèrent en effet à l'époque²⁰ et captent les faveurs de l'opinion. En ce sens, la réflexion des Polytechniciens à X-Crise participe de ce mouvement général caractérisant les années trente en France²¹. Nous verrons toutefois que ce creuset lui a permis de révéler son potentiel d'innovation exceptionnel – puisqu'on ne le retrouvera jamais aussi puissamment à l'oeuvre qu'à ce moment là.

3.2. X-Sursaut

En comparaison avec X-Crise, X-Sursaut annonce d'emblée une orientation libérale, que ce soit à travers sa profession de foi, les documents mis en référence, ou dans les comptes-rendus des conférences. Certes, tous deux se conforment d'une certaine manière à l'esprit de l'époque (le « *zeitgeist* »), qui était plutôt interventionniste dans les années trente et plutôt libéral actuellement. Mais la grande différence se joue dans l'ouverture manifestée par ces deux groupes à l'égard des conceptions alternatives.

Peu de comptes-rendus des conférences sont disponibles sur le site d'X-Sursaut à l'heure actuelle. Mais ceux qui le sont offrent déjà une belle esquisse du dessin d'ensemble de ce groupe. Examinons-les successivement afin d'en faire ressortir les principaux traits.

La conférence de Hubert Lévy-Lambert sur « l'efficacité des marchés »

La conférence donnée par Hubert Lévy-Lambert (X53, le président d'X-Sursaut) se présente au premier abord, à travers son titre, comme un questionnement sur « l'efficacité des marchés » et sur la « vérité des prix ». Un lecteur marqué par X-Crise interprétera ce titre comme l'indice d'une mise en cause de l'efficacité des marchés et du mécanisme de formation des prix. Il y suspectera même une approche morale de l'économie au travers de la notion de « vérité » (et donc de son antonyme, le mensonge) des prix. Le premier paragraphe renforce cette impression puisque Lévy-Lambert se propose de « percer neuf mythes » propagés dans les discours économiques.

« Après avoir rappelé le déni objectif de nos dirigeants sur la situation de la France (notamment la dette publique, le problème des retraites ou celui de la sécurité sociale) déjà identifié par Michel Camdessus, Hubert démarre son action anti-mythes, de A à T ... » (LEVY-LAMBERT, 2006)

Ces neuf mythes concernent l'Agriculture, la Consommation, l'Eau, l'Energie, l'Epargne, l'Enseignement, le Logement, la Santé, et le Travail. Quel point commun entre ces neuf « mythes » ? Un marché entravé par des dispositifs réglementaires et régulateurs mis en place par l'Etat. En fait d' « action anti-mythe », Lévy-Lambert se livre, pour chacun de ces points, à une critique lapidaire des politiques économiques menées par l'Etat.

La politique **Agricole** commune ? « Néfaste », car elle entrave le mécanisme de formation des prix et le bon fonctionnement du marché :

« Elle fixe des prix bien trop élevés par rapport aux prix d'équilibre, oriente mal les comportements des consommateurs et des producteurs et maintient artificiellement une agriculture trop importante dans les pays développés » (*idem*).

²⁰ Citer les plans à l'époque qui fleurissent ; Plan du 9 juillet

²¹ Comme le note Margairaz, « d'un point de vue culturel, les années trente marquent ainsi la régression accrue et durable des valeurs du libéralisme économique et financier dans les mentalités collectives de larges fractions de la société française, avec laquelle les experts [les principaux hauts fonctionnaires de l'administration, tout particulièrement ceux des Finances (p. 91)] se trouvent alors en porte à faux. L'un des signes de ce déphasage transparaît dans l'article, rédigé à la fin 1933 par Jacques Rueff, alors attaché financier à Londres, sur « l'enseignement de M. Colson » » (MARGAIRAZ, 1991, pp. 92-93).

La politique de soutien à la **Consommation** visant à créer des emplois ? Elle conduit à dégrader le solde du commerce extérieur.

« L'objectif est mauvais : pour consommer, il faut produire sinon on alimente le déficit du commerce extérieur » (*ibid.*).

Autrement dit, l'offre crée sa propre demande...

La pollution de l'**Eau** ? Le lobby agricole (gros consommateur d'eau) empêche la mise en place du principe du pollueur-payeur qui internalise les effets externe.

La gestion de l'**Energie** ? Prix administrés du gaz et de l'électricité et fiscalité favorable au gazole conduisent à des mauvaises orientations des comportements des acteurs :

« le prix du gaz est fixé par l'Etat, ce qui à nouveau oriente les décisions des consommateurs (idem pour la prime à la cuve, le gasoil, ...). L'industrie française de la voiture diesel est parmi les plus développées parce que le carburant diesel est détaxé par rapport à l'essence » (*ibid.*).

Cette mauvaise gestion conduit à alourdir la facture énergétique de la France.

Il en va de même pour l'**Epargne**, avec un taux de rémunération du livret A fixé par l'Etat.

L'**Enseignement** « gratuit » ?

« [Il] ne fonctionne plus, d'autant plus qu'il n'y a pas de sélection à l'entrée. L'enseignement supérieur doit devenir réellement payant et être accompagné d'une politique efficace de bourses » (*ibid.*).

Le marché sera bien plus efficace...

Le **Logement** ? « Personne n'y comprend plus rien » (*ibid.*) à force de multiplier les incitations fiscales. « Le blocage des loyers [...] [et la volonté de] protéger le locataire vis à vis du propriétaire en ignorant les effets induits de désinvestissements, voire de délabrement sur les logements existants que cela entraîne [...] cré[ent] des ghettos » (*ibid.*).

Le libre fonctionnement du marché, lui, ...

La **Santé** ? Le déficit de la Sécurité sociale résulte de prix biaisés :

« Aujourd'hui, avec la généralisation du tiers-payant, le vrai prix d'un médicament est impossible à mesurer : occulter le prix est un signal économique désastreux. Les Français consomment des portables, des baladeurs avec l'argent qu'ils ne consacrent pas à leurs dépenses de santé » (*ibid.*).

Ajoutons une pointe de démagogie :

« Le marché de la santé doit pouvoir fonctionner ; les consommateurs doivent pouvoir choisir ; les populations aisées doivent payer le vrai prix ; seule la frange la plus modeste doit être aidée » (*ibid.*).

Et nous aurons enfin un système de santé digne de ce nom !

Les infrastructures de **Transports** (qui se réduisent aux autoroutes, pour Lévy-Lambert) ? Curieusement pour l'auteur, c'est le seul domaine où le marché ne fonctionnerait pas :

« On s'éloigne de la bonne solution en cédant des concessions d'autoroutes car on fige une situation économiquement néfaste. [...]La vente des autoroutes empêchera de supprimer à terme les péages anti-économiques » (*ibid.*).

Autrement dit, le concessionnaire en situation de monopole risque de poursuivre l'exploitation de sa rente sans en faire bénéficier indirectement la société. La ponction sur le surplus du consommateur ne trouvera plus de contrepartie en termes de dépenses publiques.

Le **Travail** ? On retrouve la logique de Say avec l'augmentation du taux d'emploi (et du temps de travail).

« Il faut une révolution copernicienne du marché de l'emploi. 25% des gens en âge de travailler en France ne travaillent pas » (*ibid.*).

Bref, au lieu de mettre en cause l'efficacité des marchés, Lévy-Lambert met en cause l'efficacité de tout ce qui n'obéit pas strictement aux mécanismes marchands. On rencontre là une posture libérale presque caricaturale.

La conférence de Robert Mizrahi sur « le marché de l'emploi »

La conférence donnée par Robert Mizrahi (X70) sur le marché de l'emploi s'inscrit également dans le prolongement des travaux menés par l'équipe de Camdessus. On y retrouve les mêmes diagnostics et « axes de progrès » concernant l'emploi. Ce dernier n'est cependant pas expert du

domaine, même s'il travaille sur les aspects « ressources humaines » de l'emploi, notamment sur la gestion des ressources humaines dans la fonction publique pour le compte du ministère du travail. Il s'agit, cette fois, d'examiner les pistes permettant de relancer le marché de l'emploi, principalement *via* des procédures permettant de diminuer certains coûts de transaction. Le désengagement de l'Etat figure là encore au cœur de ce groupe de travail.

Après un traditionnel état des lieux/diagnostic appliqué cette fois au marché de l'emploi, de repérage de ses dysfonctionnements, du rapport coût/efficacité (faible selon l'auteur) de l'action publique, et des succès que l'on peut observer à l'étranger, Mizrahi en vient à proposer « trois axes de progrès bien connus » : la levée des barrières dans le tertiaire, la « flexicurité », et l'accroissement de la durée totale du travail dans une vie.

La levée des barrières dans certains sous-secteurs du tertiaire constitue un gisement d'emploi extrêmement important, selon le conférencier (en s'appuyant sur les travaux de CAHUC et KRAMARZ, 2002). Certains sous-secteurs sont en effet protégés par des barrières à l'entrées qui ne sont « pas justifiées par la protection du consommateur » (MIZRAHI, 2006), comme dans « le commerce de détail (à partir de 300 m²), l'hôtellerie, la coiffure, les taxis, les comptables, les infirmiers, les kinés, les vétérinaires, etc. » (*idem.*). Ces professions bénéficient de *numerus clausus* et/ou de restrictions d'accès aux diplômes professionnels supérieures à celles d'autres pays.

« Si on avait le même taux d'emploi qu'aux Pays-Bas dans les sous-secteurs du commerce, de la restauration et de l'hôtellerie, on aurait 1,8 millions d'emplois en plus en France ! C'est de l'ordre de notre chômage structurel » (*ibid.*).

La levée de ces barrières permettrait de développer essentiellement des emplois peu qualifiés en « direction des populations à faible niveau de qualification » (*ibid.*). La contrepartie de ces emplois à faible niveau de qualifications réside dans la « question pendante » du niveau de rémunération, de son impact sur le SMIC, avec comme horizon le développement de *poor jobs* analogues à ceux rencontrés dans les pays anglo-saxons (*ibid.*). Le point délicat réside donc dans les « corporatismes souvent de Pme et de professions libérales » qui feront obstacle à cette levée. « Le débat politique ne sera pas simple » (*ibid.*).

Le deuxième « axe de progrès » s'intitule « flexicurité » qui permet, en diminuant les entraves au bon fonctionnement marché de l'emploi d'augmenter la « fluidité » du marché. On retrouve là encore les pistes évoquées dans CAHUC et KRAMARZ 2002 et CAMDESSUS 2004. Deux éléments viennent alimenter cet axe de réflexion.

1) le rapport coût/efficacité du service public de l'emploi :

« en 2004, hors indemnités de chômage, le coût des politiques d'emploi est de 33 milliards d'euros, dont 17,5 milliards d'allègement de charges sociales. En 2006, le chiffre monte à 41 milliards d'euros, hors Unedic dont le budget est de 28 milliards d'euros. On arrive, en 2006, à un coût total du service public de l'emploi qui est de 70 milliards d'euros, un chiffre très lourd. [...] Or, on ne dispose pas à l'heure actuelle d'évaluation du retour sur investissement de ces dépenses » (*ibid.*).

Autrement dit, en suivant les pas de la nouvelle économie publique de la réglementation qui applique la théorie des coûts de transaction à la sphère publique (LEVEQUE, 1998), l'auteur est conduit à remettre en question le dispositif actuel d'aide à l'emploi dont l' « efficacité marginale est très faible voire nulle » (MIZRAHI, 2006). Plutôt que d'avoir à gérer un tel système lourd et coûteux qui au total s'avère peu efficace, il vaut mieux, affirme l'auteur, consacrer ces ressources à l'amélioration du fonctionnement du marché de l'emploi.

2) Dans la même optique, les coûts de transactions induits par la suppression ou la création d'un emploi dans le cadre du système réglementaire actuel sont extrêmement élevés et notablement supérieurs à ceux observés dans d'autres pays (*idem.*)²². Parmi les éléments de coûts recensés par l'auteur figurent

« le caractère très restrictif du droit du travail, le taux atypique de conflictualité, le coût et les modalités anti-économiques de la séparation (coût croissant avec l'ancienneté) » (MIZRAHI, 2006).

²² Selon l'auteur, c'est « le seul pays de l'UE dont la rigueur de la protection de l'emploi a augmentée entre 1990 et 2000 » (MIZRAHI, 2006).

Ces deux éléments conduisent Mizrahi à reprendre à son compte l'idée (la « flexicurité ») d'un assouplissement du marché de l'emploi lié (flexibilité accrue du travail) à une sécurisation des parcours professionnels, idée qui selon lui fait l'objet d'un assez large consensus politique et qui « se mettra en place après les élections, quelle que soit la couleur du nouveau gouvernement » (*idem.*). En dégageant des ressources (tant du côté de la sphère publique que de celle du privé) autrefois affectées au maintien des rigidités systémiques, l'attention et les moyens pourront se porter sur les personnes les plus fragiles et les plus exclues du système (*ibid.*).

Le troisième axe concerne l'augmentation du taux d'emploi, que Mizrahi développe au début de sa conférence en remarquant qu'il est l'un des plus faibles des pays de l'OCDE, mais mentionne brièvement en fin de conférence « pour discussion ».

On remarquera là encore, au terme du résumé de cette conférence, l'orientation libérale de son analyse du marché de l'emploi. La spécificité de ce discours réside dans l'utilisation syncrétique de divers outils d'analyse, puisque se côtoient l'approche systémique, la nouvelle économie de la réglementation, la théorie des effets d'éviction, quelques segments de raisonnements keynésiens (évoqués à l'oral, au cours du débat), le tout dans une approche très pragmatique, comme par exemple, l'utilisation des méthodes de recrutement par simulation²³, une solution « facile, simple et ça marche » (*ibid.*). On retrouve là quelques éléments caractéristiques de l'approche à X-Crise.

La conférence de Yann Duchesne sur la réforme de l'Etat

La conférence de Yann Duchesne (X77) s'appuie sur son ouvrage, *France S.A.*, paru en 2002. L'idée de l'ex-directeur du cabinet de consultants McKinsey consiste à appliquer à la France le regard et les méthodes de management d'un dirigeant d'entreprise. La conférence reprend cette idée et résume une à une les quatre parties de l'ouvrage.

« (1) Diagnostic sur l'état de la France et bref exposé des nouvelles lois de « *la physique économique* ». (2) Elaboration d'une ambition pour le pays France. (3) Les grands chantiers incontournables. (4) Le discours de la méthode : les conditions qui permettraient une réforme de l'Etat » (DUCHESNE, 2006)

Le diagnostic sur l'état de la France est conforme à celui annoncé par Lévy-Lambert dans la profession de foi d'X-Sursaut.

« Il est indéniable que l'on assiste depuis quelques décennies à une **érosion économique relative de la France**. [...] **Le pouvoir d'achat des Français a également chuté** [...]. Potentiellement, le pouvoir d'achat des Français pourrait être accru de 40 % pour atteindre des niveaux comparables à celui des Américains. La principale différence entre la France et les Etats-Unis réside en effet dans le temps de travail (1550 h/an en France contre 2000 h/an aux Etats-Unis) et dans le taux d'emploi (63% en France contre 75% aux Etats-Unis) » (DUCHESNE, 2006).

Duchesne partage ainsi le même point de vue que Lévy-Lambert sur la question du travail.

« Comme première explication, on peut incriminer des **sur-réglementations sectorielles** et une **charge financière** de l'Etat étouffante » (*idem.*).

Mais des nouvelles contraintes interviennent dans l'économie, selon Duchesne. Ce sont les quatre « nouvelles lois de la physique économique ». Il s'agit de la « révolution des télécommunications », la mondialisation, « synonyme de mobilité des capitaux et de mobilité des biens », « la mise en réseau des hommes et la sélection des plus talentueux », et « la pression des marchés financiers » (*ibid.*).

Dans ce nouveau contexte, affirme Duchesne,

« il manque une ambition clairement définie pour attirer, garder et motiver les talents » (*ibid.*).

Pour réagir, il faut engager quatre grands chantiers, selon Duchesne, qui tous tournent autour d'une vision libérale de l'économie. Le premier est une véritable révolution culturelle, selon l'auteur, puisque

« l'Etat doit être géré comme une entreprise privée, ce qui conduit à l'externalisation de nombreuses activités. L'évaluation des agents publics heurte une culture imprégnée depuis des décennies » (*ibid.*).

Le deuxième chantier consiste à « libérer l'énergie entrepreneuriale », entravée

²³ Il s'agit de méthodes venant du Canada, consistant à placer le candidat (non-diplômé) dans un jeu de rôles qui permet d'identifier ses capacités. Cette méthode a été utilisée récemment dans la grande distribution en direction des jeunes dans des quartiers en difficulté (MIZRAHI, 2006).

« dans de trop nombreuses professions, [par] des *numerus clausus* ou des exigences de diplômes surabondants » (*ibid.*).

Le troisième concerne l'enseignement qui « s'étiole ».

« La méritocratie, la capacité à sélectionner les talents, l'ascenseur social ne fonctionnent plus. Or, l'éducation est le meilleur investissement. [...] L'impôt finance ces jeunes, les forme et ces derniers partent produire à l'étranger : tout l'investissement est perdu » (*ibid.*).

Le quatrième chantier est lié aux précédents, puisqu'il s'agit de la fiscalité qui s'avère « trop lourde et trop complexe », aux dires de l'auteur. La fiscalité du travail « empêche les énergies de se libérer » (*ibid.*).

Au terme de cette conférence se profile un projet politique explicite :

« Un discours de la méthode doit accompagner la mise en place de tous ces chantiers. Quatre modes de réforme sont possibles : le mode révolutionnaire, la contrainte externe, la réforme technocratique sans véritable contrôle politique et la réforme par les urnes. La condition de cette dernière réforme est la formation d'une nouvelle équipe suivie d'une période de confiance de l'opinion publique (au moins pendant un an après l'élection) » (*ibid.*).

L'avenir nous dira si les membres d'X-Sursaut auront vocation à rejoindre cette nouvelle équipe visant à mener une politique économique d'inspiration libérale. Duchesne nous décrit même les phases du processus à suivre pour les mener :

« 1 Débat démocratique : le temps de partager une ambition ; 2 Développer la stratégie de l'Etat ; 3 Pilotage du changement. Certes, l'Etat ne peut pas être géré comme une entreprise mais on peut tout de même s'inspirer des grands chefs d'entreprise qui ont réussi » (*ibid.*).

L'intérêt de cette conférence, au-delà de sa proximité avec celle de Lévy-Lambert, réside précisément dans l'affichage de ces ambitions.

Mais elle réside également dans les réactions réticentes de certains membres de son auditoire concernant l'Etat. Marie-Louise Casademont souligne qu'

« il ne faut pas sous-estimer les rôles de l'Etat. Par exemple, dans le Bassin parisien, il existe beaucoup de freins et de réglementations qui sont liés à des contraintes sur la santé. En outre, pour être appliquées, les réglementations nécessitent des suivis qui demandent une énergie importante » (*ibid.*).

Dans la même optique, la transposition à l'Etat des catégories du management pose problème à Raoul de Saint Venant :

« il existe des finalités fort différentes entre un Etat allocentrique et une entreprise égocentrique. On peut s'inspirer de certaines pratiques de l'entreprise sans adopter sa finalité » (*ibid.*).

En somme, les opinions de l'assistance sont moins convergentes qu'il n'y paraît au regard de la teneur des conférences.

La menace d'un déclin technologique selon Xavier Fourel

Jérôme Fourel (X92), cofondateur et président du groupe X-Asie, « entrepreneur, avec plus de dix ans d'expérience à Taiwan, au Japon et en Californie » (FOUREL, 2003, p. 1), est à l'origine de la création du groupe de travail « pôles de compétitivité (clusters) » à X-Sursaut. Son article de 2003, qui figure sur le site d'X-Sursaut, est une illustration de l'intérêt des polytechniciens pour les expériences étrangères. Il représente le volet technologique du sentiment de déclin véhiculé à X-Sursaut. Quoique centré sur le seul secteur des high-tech, avec une le regard de l'économie industrielle, le papier maintient une grande distance par rapport à l'Etat. Si cette distance est moins caricaturale qu'ailleurs à X-Sursaut, puisque Fourel souligne le rôle indirect de l'Etat dans la formation des réseaux, des pôles de compétitivité, on retrouve une même fascination pour un marché mondialisé, sans frontière, avec une division internationale des processus productifs.

Fourel développe ici, dans ce papier bien documenté tant sur le plan statistique que sur celui de l'histoire industrielle récente²⁴, des éléments sur l'économie de la connaissance, notamment sur le rôle des flux migratoires sur l'innovation dans le secteur high-tech aux USA et en Asie.

« Le "brain drain" d'immigrants étrangers et asiatiques joue depuis 20 ans une importance de plus en plus forte dans le développement du secteur high-tech aux USA, notamment dans la Silicon Valley:

²⁴ Toute chose égale par ailleurs, son papier a les attributs de ce qu'aurait pu être produire X-Crise s'il existait encore.

1) Dès 1990, plus du tiers des ingénieurs/chercheurs de la Silicon Valley étaient des immigrants, les deux-tiers d'origine asiatique (en majorité d'origine chinoise et indienne). [...]

3) Au moins 24% des entreprises technologiques de la Silicon Valley créées entre 1980 et 1996 l'ont été par des immigrants Indiens et Chinois» (FOUREL, 2003, p. 1).

Ce flux, décrit avec force statistique par Fourel, a produit en retour des transferts de technologies vers les pays émergents à travers la mise en place d'un nouveau « business-model » :

« La décision d'IBM d'autoriser la fabrication de clones de son PC aux débuts des années 1980 a permis la standardisation d'un des produits-clés de la micro-informatique, et entraîné par ricochets une révolution de l'industrie informatique:

- la destruction du *business-model* traditionnel d'intégration verticale de 'systèmes propriétaires': en l'espace de quelques années, ce modèle (et ses géants: NCR, Bull...) a été balayé par un écosystème de 'systèmes ouverts' beaucoup plus complexe et dynamique, incluant des distributeurs, des intégrateurs-systèmes, des assembleurs, etc.
- l'apparition d'un véritable jumeau de la Silicon Valley à Taïwan, un cluster d'entreprises technologiques dont le business model est l'OEM (Original Equipment Manufacturer): ils fabriquent, à la demande des grands "marketeurs" internationaux (Dell, HP, 3Com, Toshiba...), des équipements informatiques.

Ces clones taïwanais de la Silicon Valley sont un acteur essentiel de la commoditisation et désintégration du secteur informatique, permettant d'accélérer le développement de marchés de masse » (FOUREL, 2003, p. 3).

Les immigrés retournés au pays ont beaucoup contribué au développement de ces « clones taïwanais de la Silicon Valley ». Mais l'Etat taïwanais a également joué un grand rôle dans ce développement à travers une politique industrielle « visionnaire » :

qui a su mettre en place dans les années 70s-80s tous les ingrédients 'environnementaux' du succès:

(i) mise en place à Hsinchu en 1973 de l'ITRI (Industrial Technology & Research Institute), un institut dont sont sortis de 30 à 50% des dirigeants/chercheurs de l'industrie locale, avec des programmes ciblés en électronique, semi-conducteurs, visant explicitement à un transfert de travaux de recherche appliquée vers l'industrie (spécifiquement les PME) dans un horizon de 5 ans

(ii) mise en place en 1980 du parc "Hsinchu Science-Based Industrial Park" (HSIP) (avec le cocktail "classique" de mesures fiscales, etc.). Ce parc est largement inspiré du "Stanford Industrial Park" lancé après la 2^{de} guerre mondiale par le père de la Silicon Valley, Frederick Terman (alors Dean of the School of Engineering at Stanford University)

(iii) mise en place d'une industrie locale de capital-risque

(iv) mise en place de grandes universités techniques, fournissant la main d'oeuvre technique qualifiée, notamment : National Chiaotung University (No. 2), Qinghua University (No. 3), localisées à Hsinchu » (*idem.*, p. 4).

On retrouve ici les éléments traditionnels en matière d'intervention de l'Etat selon les libéraux modérés (développement d'un « environnement » favorable au marché, à travers l'éducation, la création de zones franches défiscalisées, d'instituts de recherche appliquée destinés à aider le développement d'industrie privée, etc.).

Dans les années 1995-05, le modèle industriel a connu une évolution importante :

« A partir de 1995, le modèle OEM de sous-traitance de la production à des assembleurs taïwanais s'est tellement généralisé que les grands marketeurs (HP, Dell, 3Com, etc.) ont transféré de plus en plus de responsabilités à leurs partenaires taïwanais : s'est ainsi mis en place le modèle ODM (Original Design Manufacturing), dans lequel le partenaire ODM prend en charge tout le processus de développement de nouveaux produits, incluant les phases de conception, d'ingénierie, de production, de gestion des stocks et de logistique mondiale. Modèle win-win permettant:

- Au marketeur (américain ou japonais) de se focaliser sur le développement et marketing des produits plus haut-de-gamme, tout en conservant la distribution des produits de masse, conçus par le partenaire ODM
- Au partenaire ODM de permettre le 'cost-down' et réduction des temps de développement des équipements de 2^{de} génération, permettant de créer ainsi des marchés de masse » (*ibid.*, p. 7).

Cette évolution fut également satisfaisante pour la clientèle, puisque ces partenariats ont permis

« la propagation en un temps record de technologies-clés au niveau informatique/communications:

- Ethernet / LAN dans les années 1990s
- PC dans les années 1990s, et aujourd'hui les portables
- ADSL/haut-débit dans les années 1990s, et aujourd'hui le WiFi
- ...et la plupart des technologies informatiques/électroniques qui ont réussi » (*ibid.*)

Quels sont les facteurs clés de ces succès ? Trois facteurs sont déterminants, selon l'auteur :

« 1) **Facteur humain** : présence d'une communauté transnationale, composée d'une élite entrepreneuriale, technique et managériale "américano-taiwanaise", aussi à l'aise aux USA qu'à Taiwan qu'en Chine.

2) **Facteur géographique** : importance critique des connexions inter-clusters dans une économie de plus en plus mondialisée. [...]

3) **Facteur "innovation"**: l'intégration à la "mère de tous les clusters", la Silicon Valley [...] » (*ibid.*).

Le facteur humain semble le plus déterminant pour l'Europe, selon Fourel :

« Le facteur à mon avis le plus important en termes compétitif sur le long terme, mais aussi le plus difficile et le plus long à bâtir est le premier : comment bâtir des réseaux transnationaux, *bottomup*, entre les élites de la Silicon Valley, les clusters asiatiques...et les clusters européens, très absents hélas de ces échanges » (*ibid.*).

D'où l'apparition d'une menace pour l'Europe (et la France) :

« Le "business model" taïwanais de co-développement via des communautés transnationales n'aurait guère d'intérêt, si l'histoire économique n'en démontrait pas la portabilité à d'autres industries et à d'autres communautés. Il est trop tôt pour en juger, mais il semblerait que les nouvelles élites indiennes et chinoises soient en train d'appliquer à la lettre depuis 10 ans le "business model" taïwanais, avec les différences suivantes:

- Les élites indiennes et chinoises ont une taille (en quantité et en qualité) globalement bien plus importantes que l'élite taïwanaise issue d'un pays de 24M de personnes
- Les élites indiennes et chinoises couvrent tout le spectre des savoirs, de l'informatique à l'aéronautique, des biotechnologies aux sciences du management et de l'économie, et toute les secteurs économiques [industries low-tech/mid-tech/high-tech ; industries de grands systèmes et industries de composants ; services]
- La Chine est d'ores et déjà une puissance industrielle majeure, avec un marché intérieur déjà large, et avec la capacité et la volonté de définir ses propres standards industriels et technologiques (c'est déjà le cas pour la téléphonie de 3^{ème} génération) » (*ibid.*, p. 9).

Comme l'avenir sera asiatique, pour Fourel, ce dernier conclut son article par une série de recommandations :

« Indépendamment des révolutions et chocs économiques et sociaux (qui affecteront la Chine et l'Inde dans les prochaines décades), il y a urgence pour les jeunes élites européennes à bâtir des logiques de co-développement avec les jeunes élites chinoises, indiennes et asiatiques au niveau de l'éducation, de la recherche, des entreprises...et simplement au niveau humain et communautaire » (*ibid.*, p. 16).

On le comprend, la position de Fourel vis-à-vis de l'Etat est nettement moins caricaturale que celle de Lévy-Lambert ou de Duchesne, puisqu'il lui incombe de dessiner de véritables stratégies industrielles Françaises et Européennes, à articuler avec des efforts importants en matière de formation et de recherche. Cependant, la valorisation par l'auteur des délocalisations comme élément de construction d'une « chaîne de valeur » transnationale trahit une vision pro-mondialiste de l'économie, faisant fi des espaces nationaux, lieux traditionnels de l'action de l'Etat, sans proposer une réflexion sur la conception de l'Etat social au niveau sinon mondial, du moins régional, capable de peser sur le processus de mondialisation.

« La désintégration des chaînes de valeur, par délocalisation non seulement de la production mais aussi des fonctions avancées, est probablement une tendance structurelle irrémédiable, et au final positive pour tous les acteurs (après une phase de transition) » (*ibid.*, p. 12).

3.3. Convergences et divergences

Quelques points caractéristiques émergent de cette première approche d'X-Sursaut qui ne sont pas sans rapports avec X-Crise.

Une pensée syncrétique

Tout comme X-Crise, X-Sursaut semble être marqué, comme on l'a vu, par une forme de pensée syncrétique, avec comme cadre général de pensée, la théorie systémique (Mizrahi, Fourel). Cette approche syncrétique, que l'on retrouve également au cœur de la théorie de la régulation (dont certains fondateurs sont polytechniciens, comme Michel Aglietta, X59 et Robert Boyer, X80), semble être la marque de fabrique des approches polytechniciennes de l'économie.

Un certain sens des responsabilités

X-Crise et X-Sursaut partagent également l'idée que les polytechniciens doivent prendre leurs responsabilités face aux problèmes économiques de leurs temps. A X-Sursaut, toutefois, les enjeux semblent se situer à une échéance temporelle plus lointaine. La crainte du déclin, qui transparait dans l'article de Fourel, est de se retrouver dans une situation analogue à celle du décrochage technologique et économique de l'empire ottoman au début du 20^{ème} siècle. A X-Crise, il s'agissait de trouver rapidement des solutions à la crise.

On retrouve également la même ouverture vers l'étranger que dans les années 30, et le même sentiment que les polytechniciens sont, de par leur fonctions, dans une situation privilégiée pour observer ce qui se passe à l'étranger et prendre conscience des actions à mener en France.

Mais on retrouve aussi la même limite à ce sens des responsabilités concernant les problèmes des pays étrangers. X-Crise a porté très peu d'intérêt aux problèmes des colonies, alors que des troubles (économiques et politiques) se manifestaient dans les colonies françaises. Dans la même optique, X-Sursaut semble peu concerné par l'aide économique aux pays en voie de développement, ou par les problèmes environnementaux qui, pourtant, relèvent également de la responsabilité (au sens de Hans Jonas) de nos élites.

Un discours monothéiste...

Mais des divergences existent entre les deux groupes, principalement en matières discursives et politiques.

La principale différence concerne le degré d'ouverture d'X-Sursaut aux discours alternatifs. Contrairement à X-Crise, où se côtoyaient libéraux, keynésiens et planistes, X-Sursaut ne retient qu'un seul *credo* : celui du marché. Aucun thème retenu au sein d'X-Sursaut ne concerne les problèmes écologiques, sauf ceux qui peuvent être traités par le marché, comme le fait Lévy-Lambert en évoquant, pour le problème de l'eau, la nécessité d'internaliser les externalités négatives de pollution par le biais du principe du pollueur-payeur. Davantage, si l'on transposait à X-Sursaut le degré d'ouverture d'X-Crise, on y rencontrerait des discours alternatifs, comme ceux de l'économie solidaire ou ceux des « objecteurs de croissances », qui mettent fondamentalement en cause la croissance comme objectif premier. Or, ils y sont explicitement tenus à distance :

« On peut néanmoins espérer que la crise conduise les Français à ouvrir les yeux et à sortir des utopies qu'ils demeurent seuls, ou presque, à cultiver » (CONTRAT-SOCIAL, 2005).

Dans ce contexte monodiscursif, il est peu étonnant de voir que le degré de conflictualité des débats est assez faible à X-Sursaut.

... avec un objectif politique avoué,...

Contrairement à X-Crise, dont les membres avaient des opinions politiques parfois très divergentes, X-Sursaut est marqué par une convergence de vues posée d'ailleurs presque comme un *a priori*. Si X-Crise tenait à distance toute velléité d'intervention en tant que groupe (et non de ses membres, bien entendu) dans la vie politique, il semble que ce ne soit pas le cas à X-Sursaut. On le devinait déjà à travers les articles diffusés dans la presse. Mais certains papiers mis sur le site et certaines conférences avouent clairement des objectifs politiques.

Le premier indice réside dans les parrainages présidant à la constitution de ce groupe. Celui d'un ministre de l'économie demandant à Michel Camdessus de produire un rapport, en premier lieu. Celui de grands noms du patronat français appelant à et prenant part à la formation d'X-Sursaut, en second lieu.

Le deuxième indice provient du moment de création d'X-Sursaut qui intervient quelques semaines seulement après le référendum sur la constitution européenne et à deux ans des grandes

échéances électorales, soit le temps de préparer les conditions d'un sursaut français... Cet indice est explicité dans la contribution de CONTRAT-SOCIAL plaçant « pour une catharsis en France après le « non » du référendum ».

« Le fait que les deux tiers des parlementaires, appartenant à la fonction publique, retrouvent emploi et rémunération lorsqu'ils sont battus, leur donne une énorme prime. N'est-il pas temps de prendre les dispositions pour qu'une place réelle et durable soit faite dans notre vie politique aux personnes de la société civile ? Pour être créatives et énergiques, les sociétés ne doivent-elles pas être ouvertes ? » (CONTRAT-SOCIAL, 2005).

Le troisième indice provient des conférences elles-mêmes qui évoquent parfois cette dimension, comme celles déjà citées de Yann Duchesne (qui appelle à « la formation d'une nouvelle équipe »), ou celle de Robert Mizrahi (appelant à la mise en place de la « flexicurité » après les élections).

Autant d'indices qui, juxtaposés, marquent une différence sensible par rapport à X-Crise.

souvent rhétorique, ...

Liée à cette dimension politique, il est intéressant de relever la présence d'arguments d'ordre rhétoriques, qui étaient totalement absents à X-Crise. On les rencontre évidemment dans les articles parus dans la presse, comme, par exemple, Alain Lambert vantant les mérites du libéralisme dont les effets positifs se produiraient sur le long terme... un « classique » de la rhétorique libérale depuis Say, Bastiat et Pareto. D'autres exemples concernent les couples « déclin/sursaut », « vérité/mensonge », « courage/lâcheté » développés par Michel Godet et Alain Lambert dans la presse, ou encore Hubert Lévy-Lambert et Robert Mizrahi dans leurs conférences.

Mais le principal élément rhétorique réside bien évidemment dans le thème central du « déclin ». Car au fond, cette question n'est jamais traitée en tant que telle par X-Sursaut. L'Europe (et la France) encourt-elle réellement le risque d'un tel décrochage alors qu'elle se trouve en situation de leadership dans de nombreux secteurs ²⁵? Quelles seraient les caractéristiques d'un tel déclin ? Seraient-elles forcément néfastes ? On peut penser qu'X-Crise aurait commencé par mettre à plat ces questions.

Ces divergences, somme toute assez importantes, exercent une influence déterminante sur le potentiel d'innovation (en matière d'intervention publique) de ces groupes. C'est ce dernier point qu'il nous reste à examiner.

4. UN POTENTIEL D'INNOVATION DECROISSANT EN MATIERE D'INTERVENTION PUBLIQUE

Après avoir examiné les caractéristiques sociologiques, institutionnelles et discursives de ces groupes, il s'agit désormais de comparer leur potentiel d'innovation en matière d'intervention publique. Car, si l'on peut évaluer du fait du recul historique les apports et innovations d'X-Crise en matière d'intervention publique, c'est impossible à propos d'X-Sursaut. On ne peut qu'identifier et évaluer leur potentiel d'innovation, en nous appuyant sur les caractéristiques identifiées dans les sections précédentes et en extrapolant, toute chose égale par ailleurs, les capacités d'innovations d'X-Sursaut à partir des succès d'X-Crise.

4. 1. X-Crise

Pour comprendre les conditions ayant permis aux Polytechniciens réunis à X-Crise de révéler leur potentiel d'innovation exceptionnel, il ne suffit pas de le situer dans l'air du temps. Si le désir d'intervenir dans la vie économique était une idée courante à l'époque où les Polytechniciens s'en

²⁵ Ce leadership est particulièrement important dans le domaine des services. Le monde des transports en constitue un exemple flagrant, que ce soit dans le transport express (DHL et TNT devant FedEx et UPS), l'organisation de transport (les grands commissionnaires sont principalement européens, comme Panalpina), le maritime (parmi les trois premiers armements mondiaux, deux sont européens, Maersk et CMA-CGM), la logistique (Kuehne et Nagel), etc. Il en est de même pour l'assurance, la banque ou encore le tourisme.

emparèrent, elle ne permet pas de comprendre l'originalité de leur conception de l'Etat social ni à quel point elle marqua la société française jusque dans les années 50.

Pour cela il faut tenir compte de deux autres paramètres. 1/ Le contexte institutionnel et sociologique caractérisé par l'absence de pôles universitaires dynamiques en France à cette époque ; 2/ le contexte historique du Front populaire, d'une part et de la guerre, d'autre part.

1/ Concernant l'absence de pôles universitaires dynamiques tout d'abord.

On sait (ARMATTE, 1994 ; ETNER, 1990, p. 19) que le niveau général de la formation économique était peu élevé en France. Cet état caractérise alors tant les facultés de droit que les grandes écoles. Y domine la pensée libérale, comme en témoigne le numéro spécial que consacre la Revue d'Economie Politique à l'économie dirigée - qui se fait l'écho de l'académisme de son époque (REP, n°48, septembre-octobre 1934; cf. également LE VAN-LEMESLE, 1982). Or, si cette pensée coïncide avec les politiques menées au début des années trente en France²⁶, elle n'est évidemment pas à l'origine de la transformation des politiques macro-économiques à venir.

Surtout, contrairement à ce qui se produit en Angleterre et aux Etats-Unis (DESROSIERES, 1993, pp. 198-216, 243-244), les universitaires français ont peu de liens avec l'administration – même si Rist et Rueff ont également occupé des postes de hauts fonctionnaires²⁷.

«Au bout du compte, la situation française, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, se caractérise par le fait qu'il y existe peu de lieux de rencontre et de débat entre des spécialistes des sciences sociales, qu'ils soient statisticiens, démographes, économistes ou sociologues, et des responsables politiques et administratifs, des chefs d'entreprise ou des syndicalistes. Ces lieux n'existent pas encore dans l'Etat, mais ils s'esquissent chez certains intellectuels et ingénieurs » (DESROSIERES, 1993, p. 198).

Il n'y a donc pas de dynamique d'institutionnalisation des recherches incluant l'Université et l'administration publique dans les domaines des sciences sociales et des statistiques, et qui aurait pu permettre de préparer l'évolution de la conception et du rôle de l'Etat. La place est donc en quelque sorte libre pour les Polytechniciens réunis à X-Crise, désireux d'intervenir, soucieux de posséder des connaissances en économie et en statistiques à la pointe du savoir et formés à occuper des postes au plus haut niveau de l'appareil productif comme de celui de l'Etat. Et c'est précisément cette place qu'ils décidèrent d'occuper en créant X-Crise, avec succès puisque, comme l'écrit Margairaz,

« X-crise a sans doute facilité ou accompagné une double conversion : celle de l'Ecole polytechnique à la science économique, celle des experts de l'Etat à la macro-économie » (MARGAIRAZ, 1995, p. 181).

On ne mentionnera ici pour mémoire que leur rôle fondamental dans l'élaboration à venir de la comptabilité nationale ou encore la création du commissariat au plan (FOURQUET, 1980). Car, comme nous allons le voir à présent, les Polytechniciens d'X-crise eurent dès les années trente l'occasion de mettre en œuvre leurs projets de transformation de l'Etat en « Etat ingénieur à la française ».

2/ En effet, concernant le contexte historique, le Front Populaire et Vichy furent deux moments historiques favorables au développement de « l'Etat ingénieur à la française » tel qu'il apparaît dans le projet d'X-Crise. Outre la volonté de reprendre en main l'histoire avec le déclin du libéralisme vers le milieu des années 30 (KUISEL, 1981, pp. 171-172), les accords de Matignon, d'une part, la guerre, d'autre part, sont propices à la mise en œuvre des conceptions technocratiques de l'Etat social imaginé au sein d'X-Crise.

Notons tout d'abord qu'avant, pendant et après la seconde guerre mondiale, plusieurs membres d'X-Crise occupent des postes importants dans l'administration, particulièrement dans les ministères en charge des questions économiques. Dès 1935, Coutrot, Dautry et Branger élaborent avec C. J. Gignoux des réformes administratives engagées par le gouvernement Laval (BRUN, 1982, p. 26). Puis Charles Spinasse (membre d'X-Crise et proche de Jacques Rueff) devient membre du gouvernement de Léon Blum's pendant le Front Populaire. De juin 1936 jusqu'en juillet 1937 il est

²⁶ Même si les gouvernants s'engagent progressivement dans une politique de plus en plus protectionniste et interventionniste (MARGAIRAZ, 1991, pp. 29-64).

²⁷ « Rist fut sous-gouverneur de la Banque de France vers la fin des années 20 et, au début des années 30, représenta la France à plusieurs conférences internationales. Rueff fut en poste à l'ambassade française à Londres à titre de conseiller financier, puis dirigea le trésor entre 1936 et 1939 » (KUISEL, 1981, p. 179).

Ministre de l'Economie Nationale (le MEN), premier véritable instrument de politique économique. Il y travailla avec Georges Boris, Jacques Branger, Jean Coutrot, Georges Guillaume, Louis Rosenstock-Frank, et Alfred Sauvy. Jean Ullmo (X 24) et Alfred Sauvy participèrent également au Ministère des finances dirigé par Paul Reynaud dans le gouvernement d'Edouard Daladier avant la seconde guerre mondiale et comme nous l'avons dit plus haut, Sauvy fut le fondateur et premier directeur de l'Institut de conjoncture en 1938 (MARGAIRAZ, 1991, pp. 245-246 ; ARMATTE, 1997, pp. 13-14)²⁸.

Sous Vichy, Robert Gibrat fut Directeur de l'Electricité au Ministère des travaux publics du premier gouvernement Laval (1940) et ministre des communications dans le second (avril 1942). Bichelonne fut chef de cabinet de Raoul Dautry au Ministère de l'armement en 1939-1940, puis secrétaire d'Etat aux communications du 18 novembre 1942 au 20 août 1944. Lucien Romier fut ministre et conseiller chargé des affaires économiques et sociales auprès de Pétain. De plus, Robert Loustau (X 21), Gérard Bardet, conseiller au ministère de la production, Auguste Detoef (X 1902) fonctionnaire qui défendit la réforme de l'administration économique, eurent également des postes importants dans l'administration de Vichy (KUISEL, 1981, p. 231 ; ARMATTE, 1997, p. 14).

Enfin, après guerre, Louis Vallon (X. 1921) obtient un poste de directeur assistant chargé des questions financières et économiques en 1945 dans le cabinet du Général De Gaulle. Alfred Sauvy devint le directeur de l'INED. François Divisia eut, à partir de septembre 1939 un poste important à la direction des ports au ministère des travaux publics et du transport (KUISEL, 1981, p. 231).

Or, ces trois moments furent l'occasion de mise en application des innovations conçues au sein d'X-Crise.

Charles Spinasse et Jacques Branger peuvent ainsi faire voter au cours de l'été 1936 un plan de grands travaux de 20 milliards (MARGAIRAZ, 1991, p. 247), créer la Caisse nationale des Marchés de l'Etat destinée à faciliter le financement de ces grands travaux (*idem.*, p. 248 ; BROUILLET, 1982, p. 10, BRUN, 1982, p. 32)²⁹ et proposer deux lois (qui seront votées à la fin de l'été 1936) pour limiter l'impact des lois sociales de juin sur les prix (MARGAIRAZ, 1991, pp. 248-249). Auguste Detoef avait d'ailleurs déjà tenté de d'influencer le gouvernement du Front Populaire en lui soumettant son plan (*idem.*, pp. 317-319). Il insistait sur l'insuffisance de l'investissement privé et le rôle de l'Etat pour combler cette défaillance. Il proposait ainsi de régulariser l'économie *via* des réformes étatiques (*ibid.*). En cela, il s'éloignait peu des propositions contenues dans le plan du 9 juillet, prônant une approche scientifique et technique des problèmes, auquel Branger, Bardet, Coutrot ou encore Vallon, tous membres de X-Crise, ont participé. Ici encore domine l'idée de réformer la société grâce à l'aide de l'Etat (*ibid.*). Cette idée se retrouve bien entendu avec la création ou les réformes des structures de direction économique et financière (respectivement, d'une part, les CNSP, Caisse des Marchés, Office du Blé, et, d'autre part, les SGF, CNE et Banque de France), mises en œuvre sous Spinasse. La nationalisation de la SNCF dont Jules Moch avait élaboré le projet témoigne également « d'un compromis de rationalisation technique et financière entre experts de l'appareil d'Etat et des anciennes firmes » (*ibid.*, p. 388). Or, Jean Bichelonne, membre d'X-Crise, participe à la direction des négociations menées par Henri Queuille, Ministre radical des Travaux Publics (*ibid.*, p. 383, NEIERTZ, 1999, pp. 124-141). Notons sur ce point que Raoul Dautry, également membre d'X-Crise, est, avec Jules Moch, un des principaux artisans de la politique de coordination des transports dans les années trente, défendant dès 1931 l'idée de la rationalisation et de la coordination des modes de transports en fonction de leur domaine de pertinence (NEIERTZ, 1999, pp. 72-74). Il faut aussi souligner le rôle de Jean Coutrot, infatigable animateur d'X-crise par qui également les innovations conçues au sein du groupe pénètrent dans le gouvernement de Front Populaire. On les retrouve au sein du Conseil National Economique (le CNE) dans la définition des règles de concertation sociale, la question des conventions collectives, et l'application de la loi des quarante heures. A l'inverse, Sauvy, Rueff,

²⁸ Pour Margairaz, le MEN fait appel aux Polytechniciens à X-Crise « pour asseoir son autorité face aux institutions traditionnelles, et en particulier la rue de Rivoli et l'Inspection des Finances » (MARGAIRAZ, 1991, p. 331).

²⁹ Cette caisse fut « confiée à Wilfrid Baumgartner, gendre d'Ernest Mercier, assisté de Jacques Branger » qui y resta jusque dans les années 70 (BRUN, 1982, p. 32). Il semble également que les débuts forts modeste de cette caisse qui ne finance que 100 millions de marché pour 50 milliards de francs de marché passés, soit liés à l'attitude très orthodoxe de hauts fonctionnaires des finances et en particulier de Jacques Rueff (MARGAIRAZ, 1991], pp. 382-383).

Bouthillier s'employèrent dans le gouvernement Daladier à élaborer les décrets-lois aboutissant à augmenter le temps de travail pour contrecarrer les effets de blocage liés à la semaine des 40 heures (BRUN, 1982, p. 32). Enfin, il faut souligner le rôle récurrent de Jules Moch, présent dès la création d'X-Crise, dans la mise en œuvre des idées qui y étaient défendues : il intervient non seulement dès le début des années trente dans la politique des transports mais également dans le gouvernement de Léon Blum où il est chargé du secrétariat général de la présidence du conseil puis, à partir de 1937 où il devient sous-secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil (NEIERTZ, 1999, p. 122 et pp. 718-719).

La guerre, ensuite, donne à l'Etat l'occasion de prendre en main l'organisation des ressources, de favoriser la concentration et la standardisation des ressources, en particulier dans l'industrie d'armement (DESROSIERES, 2003, p. 208). A ce titre, le projet de texte législatif rédigé par André Monestier pour créer des « Technicats » c'est-à-dire « le système des Comités d'organisation qui permirent à la France de survivre matériellement dans une situation d'extrême pénurie pendant les années d'occupation et de l'immédiat après-guerre » (BRUN, 1982, p. 31) témoigne encore du rôle joué par les membres d'X-Crise dans cette conception nouvelle de l'Etat. C'est également vrai du Centre National d'Organisation Scientifique du Travail créé en 1936 et que Coutrot dirigea jusqu'en 1940.

Après-guerre enfin, la création du commissariat au plan, l'élaboration de la comptabilité nationale et l'essor de l'économétrie, en particulier à Polytechnique, doivent beaucoup aux anciens membres d'X-Crise (cf les comptes de la puissance, et BRUN, 1982). Il en va de même avec l'INED dirigé par Sauvy à sa création en 1945. X-Crise fut donc un moment particulièrement riche en matière d'innovation sociale. Qu'en sera-t-il à X-Sursaut ?

4.2. X-Sursaut

Peu d'éléments sont à notre disposition pour déterminer et évaluer le potentiel d'innovation d'X-Sursaut en matière d'intervention publique. Les premiers éléments sont les propositions du rapport Camdessus qu'X-Sursaut reprend à son compte. Les deuxièmes sont extrapolés à partir de l'approche sociologique de l'histoire des techniques et des matériaux rassemblés dans les sections précédentes.

Les propositions du rapport Camdessus décrites par Lévy-Lambert

Les seules propositions en matière d'intervention publique avancées explicitement par X-Sursaut sont, jusqu'à présent, reprises du rapport Camdessus. H. Lévy-Lambert les résume en « six directions d'action » dans la profession de foi d'X-Sursaut :

« Dans chacune de ces directions, le rapport fourmille de propositions concrètes, pas toujours politiquement correctes, comme donner l'autonomie aux universités, créer un contrat de travail unique, ouvrir les professions fermées comme les pharmaciens ou les taxis parisiens, remplacer un fonctionnaire sur trois partant à la retraite, vous avez bien lu *un sur trois*, préparer une grande réforme fiscale. D'autres réformes sont à mon avis plus contestables, comme la création d'un système de *bonus-malus* pour désinciter aux licenciements, qui aurait le même effet pervers que la contribution Delalande censée protéger les salariés âgés ou le développement des services à la personne, miroir aux alouettes qui fait croire que les problèmes de la France seraient réglés si chacun employait deux heures de femme de ménage de plus ! » (LEVY-LAMBERT, 2005).

Ces propositions sont, pour la plupart, relativement peu innovantes, sauf, curieusement, l'une (défendue dans le rapport CAHUC et KRAMARZ de 2002) de celles que rejette Lévy-Lambert. Il s'agit en l'espèce de substituer au droit du travail en vigueur et aux coûts juridiques qu'il génère un système de taxe sur les licenciements, théoriquement moins coûteux pour la société. L'idée est que les coûts de licenciement déjà élevés sont alourdis par la durée de la procédure et les coûts induits, notamment en matière juridique (CAMDESSUS, 2004, p. 130), et surtout par l'incertitude créée par ce système :

« Elle s'accompagne de la multiplication des procédures et de l'augmentation des délais de jugement, en un mot elle instaure l'insécurité juridique. Il est très difficile de gérer l'incertitude : un coût élevé mais sûr est toujours préférable à une loterie, aussi bien pour l'entreprise que pour le salarié » (*idem*, p. 131).

L'optique transactionnelle conduit les auteurs du rapport à proposer « de supprimer la spécificité relative au licenciement pur motif économique » (*ibid.*, p. 132), avec en contrepartie, l'instauration d'un

« système de *bonus-malus* sur les cotisations sociales payées par l'entreprise tenant compte du nombre d'embauches et de licenciements au cours de l'année » (*ibid.*, p. 130).

Lévy-Lambert rejette cette innovation, puisqu'elle reviendrait à ajouter des coûts de transactions précisément là où il souhaite les réduire. Pourtant, la logique de cette proposition s'inscrit bien dans celle défendue par X-Sursaut. Elle révèle au fond la réticence du président d'X-Sursaut devant l'innovation.

Les seules innovations que l'on pourrait trouver à X-Sursaut ne seront exprimées qu'en novembre 2006, au cours de la session plénière qui présentera le fruit des échanges par mail des groupes de travail. Mais elles risquent fort de se conformer à l'orientation libérale définie dès la formation d'X-Sursaut par ses fondateurs.

Un potentiel limité compte tenu des caractéristiques socio-institutionnelles

Que dire enfin de la capacité d'innovation d'X-Sursaut ? On le sait, plusieurs facteurs sont favorables à l'innovation :

- l'information (AITKEN, 1976) : son accès, le volume et la densité des flux d'information, la capacité de son traitement, ... Aitken considère en effet que l'innovation (et, en général, la créativité) procède toujours à partir d'éléments (des "informations") connus. L'inconnu émerge toujours du connu, du familier, affirme-t-il. Le processus d'innovation se définit ainsi comme un processus de réorganisation d'informations anciennes, parfois à l'aide d'une information nouvelle. Il s'enclenche à partir d'une perception de l'incomplétude des combinaisons existantes d'information. La caractéristique essentielle de la solution est alors de "voir" ce qui est requis pour compléter le schéma complet. Mais une fois cette solution apportée, elle produit des "séquelles" inévitables : elle produit la révision critique des connaissances antérieures pour intégrer la nouvelle configuration dans ce qui existait auparavant.
- Le syncrétisme, la transposition d'un concept d'un domaine à l'autre, le « degré d'inclusion » dans un domaine (BIJKER, 1995) ;
- les effets de réseau (CALLON et LATOUR, 1989), la proximité entre la science et l'industrie (FORAY, 1999).

Les polytechniciens ont, par leur formation, le niveau des fonctions occupées, leur accès à l'information, leur réseau et leur tropisme syncrétique, une longueur d'avance en ce domaine. Cela étant, certains éléments identifiés dans les sections précédentes tendent à diminuer ce potentiel d'innovation pour X-Sursaut.

Concernant le lien entre information et probabilité d'innovation décrit par Aitken, il est difficile d'en faire une évaluation correcte pour ces deux groupes, puisque certains facteurs jouent en sens contraire. Le volume d'information susceptible d'être traité à X-Sursaut est sans commune mesure avec celui d'X-Crise, du fait de l'évolution technologique en la matière. Le niveau de responsabilité des membres étant également plus élevé qu'à X-Crise, l'accès à l'information pertinente est sans doute meilleur et vient relever la probabilité d'innover du groupe X-Sursaut. En revanche, en matière d'échanges d'information entre les membres, le rythme des rencontres et de leur durée à X-Sursaut conduit à avoir une probabilité de parvenir à une innovation moins élevée qu'à X-Crise. Or, ce facteur est déterminant pour déterminer le potentiel d'innovation d'un groupe. Une grande partie des échanges se faisant par *mail*, il faudra attendre la présentation synthétique de novembre 2006 pour avoir une première estimation du volume d'informations échangées par ce biais.

Si le tropisme syncrétique caractérise les deux groupes, le faible degré d'ouverture d'X-Sursaut aux discours alternatifs diminue son potentiel d'innovation radicale par rapport à X-Crise. En revanche, la proximité avec les élites dirigeantes facilitera la mise en œuvre d'innovations qui seront sans doute plus mineures qu'à X-Crise. Selon Bijker en effet, les acteurs à fort degré d'inclusion dans un cadre donné sont incités à ne procéder qu'à des « inventions conventionnelles ».

Concernant l'effet réseau, le degré de proximité entre l'administration et les entreprises est sans doute plus élevé à X-Sursaut qu'à X-Crise, au vu du parcours et du niveau de responsabilités des membres fondateurs. Ce facteur, et l'accès à l'information qui en découle, tend à renforcer la perception des problèmes et la recherche de solutions innovantes. Mais il est contrebalancé par l'âge

moyen et le statut d'*insider* des membres d'X-Sursaut, nettement supérieur (en âge et en statut) à celui des membres d'X-Crise. Mais là encore, ces facteurs rendent difficile toute extrapolation fine du potentiel d'innovation d'X-Sursaut à partir de l'expérience X-Crise.

Au total, le potentiel d'innovation d'X-Sursaut est probablement inférieur à celui d'X-Crise, même s'il reste évidemment difficile à déterminer.

5. CONCLUSION

Au regard des éléments développés dans ce papier, de nombreuses différences permettent de distinguer clairement l'identité des deux groupes abordés, la filiation revendiquée par X-Sursaut s'avérant des plus ténues. Les polytechniciens d'X-Crise ont été les figures de proue de l'émergence d'une conception technocratique de l'Etat social en France. Ce n'est évidemment pas le cas pour les membres d'X-Sursaut, qui seraient plutôt partisans d'un désengagement de l'Etat, notamment en matière sociale. Plus fondamentalement, là où les membres d'X-Crise ont, par leur refus de toute affiliation partisane au profit des seuls objectifs et compétences technico-économiques, pris une part décisive dans la définition même d'une technocratie en France, les arrières-pensées politiques des fondateurs d'X-Sursaut la remettent en question. Si l'on retrouve une volonté similaire à celle d'X-Crise de développer des solutions quel que soit le résultat des élections, les solutions d'X-Sursaut se réfèrent uniquement au dogme libéral et ont pour horizon le démantèlement progressif de l'Etat social. S'agit-il donc, pour X-Sursaut, d'inventer une nouvelle forme de « gouvernementalité », pour reprendre le terme de Michel Foucault ?

BIBLIOGRAPHIE

- ABRAHAM-FROIS G., LENDJEL E. (2004), *Les œuvres Economiques de l'Abbé Potron*, Paris, L'Harmattan.
- AITKEN H. (1976), *Syntony and spark : the origin of radio*, Princeton, Princeton University Press.
- ARMATTE M. (1994), "Divisia, François (1889-1964)", in C. Fontanon et A. Grelon, *Les professeurs du Conservatoire National des Arts et Métiers : Dictionnaire biographique 1794-1955*, Institut national de recherche pédagogique, Conservatoire National des Arts et Métiers, pp. 424-440.
- ARMATTE M (1997), « Les mathématiques sauraient-elles nous sortir de la crise économique ? X-Crise au fondement de la technocratie », *Actes du Colloque Mathématiques sociales et expertise*, Besançon, les 30-31 octobre 1997.
- BARDET G. (1931), lettres parues dans *X information*, 12 (3), 25 août 1931, p. 47; 12 (4), 25 septembre 1931, p. 69; 12 (6), 25 novembre 1931, pp. 116-117.
- BARDET G. (1932), "Réflexions sur Six Mois de Travaux", Bulletin du C.P.E.E., 0, rééd. in *X-Crise, Centre Polytechnicien d'Etudes Economiques, De la Récurrence des Crises Economiques, son cinquantième 1931-1981*, Paris, Economica, 1982, pp. 37-59.
- BAVEREZ N. (2004), *La France qui tombe*, Paris, Perrin.
- BIJKER, W. (1995), *Of Bicycles, Bakelites, and Bulbs. Towards a Theory of Sociotechnical Change*. Cambridge, MIT Press.
- BRUN G. (1982), *X-Crise - De La récurrence des crises économiques – son cinquantième 1931-1981*, Paris, Economica..
- BROUILLET R. (1982), « Préface », in BRUN G. (1982), pp. 5-12.
- CAHUC P., KRAMARZ F. (2004), *De la précarité à la mobilité : vers une sécurité sociale professionnelle*, Rapport au Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances et de l'Industrie, au Ministre de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion Sociale remis le 2 décembre 2004.
- CALLON M., LATOUR B. (eds.) (1989), *La science et ses Réseaux*, La Découverte, Paris.
- CAMDESSUS M. (éd.) (2004), *Le sursaut : vers une nouvelle croissance pour la France*, Paris, La documentation française.
- CONTRAT-SOCIAL (2005), « Pour une catharsis en France après le « non » du referendum », *Les Echos*, 11 août 2005.

- COUTROT J. (1936), *L'Humanisme Economique*, CPEE, Paris.
- CPPE (1936), *Le Problème des Transports*, Paris, CPEE.
- DARD O. (1995), "Voyage à l'intérieur d'X-Crise", *Vingtième siècle*, été (juillet-septembre) 1995, n° 47, pp. 132-146.
- DARD O. (1999), *Jean Coutrot : de l'ingénieur au prophète*, Presse Universitaires franc-comtoises, Annales littéraires de l'Université de Franche-Comté, 1999.
- DELMAS B. et DEMALS T. (1994), « Le « Bon Prix » sans la « Cherté » : la Quadrature du Cercle des Prix chez François Quesnay », communication présentée au colloque sur le *Tricentenaire de la naissance de François Quesnay*, Versailles.
- DESAUNAY G. (1965), *X-Crise, contribution à l'étude des idéologies d'un groupe de Polytechniciens durant la grande crise économique (1931-1939)*, thèse de Doctorat, Paris, la Sorbonne, 1965, 200 p.
- DESROSIERES A. (1993), *La politique des grands nombres*, réédition de 2000, Paris, La Découverte.
- DESROSIERES A. (2003), « Historiciser l'action publique : L'Etat, le marché et les statistiques », Laborier P. et Trom D. (éds), *Historicités de l'action publique*, PUF, Paris, 2003, pp. 207-221.
- DUBOIS V, DULONG D. (eds) (1999), *La question technocratique : de l'invention d'une figure aux transformations de l'action publique*, Strasbourg, Presse Universitaire de Strasbourg.
- DUCHESNE Y. (2002), *France S.A.*, Paris, Editions du Seuil.
- DUCHESNE Y. (2006), « Compte-rendu de la réunion du 24 mai 2006 sur la réforme de l'Etat », <http://x-sursaut.polytechnique.org/>
- EGE R. [1994], « Sur le Libéralisme Paradoxal de François Quesnay », communication présentée au colloque sur le *Tricentenaire de la naissance de François Quesnay*, Versailles.
- ERNST & YOUNG (2005), *La France malgré tout : baromètre Ernst & Young de l'attractivité du site France*, Paris, Ernst & Young, 28 p.
- ERNST & YOUNG (2006), *Doing business in 2006 : creating jobs*, Paris, Ernst and Young, 8 p.
- ETNER F. (1978), *Les Ingénieurs-économistes Français (1841-1950)*, thèse de doctorat, Paris, Université de Paris IX - Dauphine.
- ETNER F. (1990), "Les ingénieurs et l'économie mathématique," *Les Cahiers de l'A.C.G.E.P.E.*, 4, 1990, pp. 15-23.
- FISCHMAN M. (1998), « Le Concept Quesnayen d'Ordre Naturel », *Cahiers d'Economie Politique* n°32, Paris, L'Harmattan, pp. 67-97.
- FISCHMAN M. et LENDJEL E. (1999), « X-Crise et le débat sur la réduction du temps de travail », in Laurent Cordonnier et Nicolas Vaneecloo, *La Réduction du Temps de travail*, Paris, L'Harmattan, pp. 33-61.
- FISCHMAN M. et LENDJEL E. (2000a), « X-Crise et le modèle des frères Guillaume », in Pierre Dockès, Ludovic Frobert, Gérard Klotz ; Jean-Pierre Potier, André Tiran, *Les Traditions Economiques Françaises, 1848-1939, CNRS éditions*, pp. 369-382.
- FISCHMAN M. et LENDJEL E. (2000b), «La contribution d'X-Crise à l'émergence de l'économétrie en France dans les années trente », *Revue européenne des sciences sociales*, Tome XXXVIII, 2000, n°118, pp. 115-134.
- FORAY D. (1999), "Science, technologie et marché", *The World Social Science Report*, Paris, UNESCO.
- FOUREL J. (2003), « fuite et circulation des cerveaux : les défis américains et asiatiques », *Annale des Mines*, "Réalités industrielles", Décembre 2003, <http://x-sursaut.polytechnique.org/>.
- FOURQUET F. (1980), *Les comptes de la puissance : histoire de la comptabilité nationale et du Plan*, Paris, ed. Recherches.
- GODET M. (2006a), *Le choc de 2006*, Paris, Odile Jacob.
- GODET M (2006b), « Pour réussir à réformer le pays, il faudrait d'abord que cesse le gouvernement du mensonge », *Le Figaro Magazine*, 11 février 2006.
- GUILLAUME G. et E. (1932), *Sur les fondements de l'économie rationnelle*, Paris, Gauthier-Villars.

- GUILLAUME G. et É. (1937), *L'Économique Rationnelle - De ses Fondements aux Problèmes Actuels avec une Annexe Mathématique - Le Facteur Spécifique des Impulsions et des Freinages de l'Activité Économique. Préviation Quantitative des Déséquilibres*, Postface de J. Coutrot, Paris, Hermann et Cie, Éditeurs.
- KUHN T. S. (1970), *La structure des révolutions scientifiques*, 1ère éd° 1962, augmentée en 1970, Paris, Champs-Flammarion, 1983.
- KUISEL R. F. (1981), *Le Capitalisme et l'Etat en France – Modernisation et Dirigisme au XXème siècle*, Cambridge University Press, traduit de l'anglais par André Charpentier, préface de Jean-Noël Jeanneney, Paris NRF, Editions Gallimard, 1984.
- LAMBERT A. (2005) « le courage et la vérité impatientement », *Le Figaro*, 29 août 2005.
- LARRERE C. (1992), *L' Invention de l'Economie au XVIIIème siècle – Du Droit Naturel à la Physiocratie*, Paris, PUF.
- LENDJEL E. (2002), *X-Crise (1931-1939) : entre l'atelier de modèles et le bureau des méthodes*, Mémoire d'Habilitation à Diriger les Recherches, volume 2, Université de Marne-La-Vallée.
- LE VAN-LEMESLE L. (1982), « La crise et l'enseignement de l'économie politique », *Recherches et Travaux*, I, Université de Paris I, novembre 1982, pp. 91-108.
- LEVEQUE B. (1998), *L'économie de la réglementation*, Paris, Repère - La Découverte.
- LEVY M. (2005), « Sur le déclin, exactement », *Le Monde*, 29 juillet 2005.
- LEVY-LAMBERT H. (2005) « Le Sursaut, vers une nouvelle croissance pour la France », <http://x-sursaut.polytechnique.org/>
- LEVY-LAMBERT H. (2006), « Compte-rendu du lancement du groupe de travail Efficacité des marchés, le 24 mars 2006 », <http://x-sursaut.polytechnique.org/>
- MARGAIRAZ M. (1991), *L'Etat, les Finances et l'Economie – Histoire d'une conversion*, Paris, Comité pour l'Histoire Economique et Financière de la France.
- MARGAIRAZ M. (1995), « Les Autodidactes et les Experts : X-crise, réseaux et parcours intellectuels dans les années 30 », in Bruno Belhostes et alii, *La France des X, deux siècles d'histoire*, Paris, Economica, pp. 167-184.
- MER F. (2004), *Vous, les Politiques... ; Conversations avec Sophie Coignard*, Paris, Albin Michel, 2004.
- MOCH F. (1933-4) "Sur l'évolution des systèmes économiques," *Bulletin du C.P.E.E.*, (Ière partie), 7, oct.-nov. 1933, pp. 24-39; (IIème partie), 8-9, déc. 1933, pp. 34-44; (IIIème partie) 10, fev. 1934, pp. 18-27.
- NEIERTZ N. (1999), *La Coordination des transports en France de 1918 à nos jours*, Paris, Comité pour l'Histoire Economique et Financière de la France, 1999.
- NICOLETIS Y. (1967), « X-Crise : A propos du livre récent de M. P. Bauchard, » *La jaune et la rouge*, 216, juin 1967, pp. 18-23.
- POLLET G. (1999), « Technocratie et démocratie : Elites dirigeantes et réformes technicienne de l'Etat dans la France de l'entre-deux-guerres », in V. Dubois et D. Dulong (1999), chap. 2, pp. 35-53.
- QUESNAY F. (1767a), "Despotisme de la Chine", in *François Quesnay et la Physiocratie*, Paris, INED-PUF, 1958, pp. 917-934.
- QUESNAY F. (1767b), « Maximes Générales du Gouvernement Economique du Royaume Agricole » in *François Quesnay et la Physiocratie*, Paris, INED-PUF, 1958, pp. 949-976.
- RENARD D. (1999), « Technocracy, ou la science contre l'économie : Un mouvement américain des années trente », in V. Dubois et D. Dulong (1999), chap. 1, pp. 19-33
- SAINT-PAUL G. (2003), « Le déclin économique de la France », *Commentaire*, décembre 2003.
- STEINER P. (1998), *La « Science Nouvelle » de l'Economie Politique*, Paris, PUF, coll. Philosophie, n°96.
- STOLERU L (2005), « La double faute », *Le Monde*, août 2005.

ULLMO J. (1982), « le rôle d'x-Crise et des Polytechniciens dans l'histoire économique des quarante dernières années » *in* Brun G. [1982].

VALLON L. (1935), "Le Contenu Économique des Plans ... et le Planisme - Conférence de M. Jacques Branger - Discussion [faisant suite à la] Conférence de M. Jacques Branger", *Bulletin du C.P.E.E.*, 20-21, mars-avril 1935, pp. 16-17.

X-SURSAUT (2005), Compte-rendu de la réunion du 7 juillet 2005, <http://x-sursaut.polytechnique.org/>